

Cote du document: EB 2016/119/R.16  
Point de l'ordre du jour: 11 c)  
Date: 23 novembre 2016  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

République du Malawi

Programme d'options stratégiques  
pour le pays

Note pour les représentants au Conseil d'administration

<u>Questions techniques:</u>	<u>Responsables:</u>	<u>Transmission des documents:</u>
Thomas Rath Chargé de programme de pays Division Afrique orientale et australe téléphone: +39 06 5459 2069 courriel: t.rath@ifad.org		William Skinner Chef du Bureau des organes directeurs téléphone: +39 06 5459 2974 courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dix-neuvième session  
Rome, 14-15 décembre 2016

---

Pour: Examen

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iii
Résumé	iv
I. Diagnostic concernant le pays	1
II. Enseignements et résultats précédents	4
III. Objectifs stratégiques	7
IV. Résultats durables	9
A. Ciblage et problématique hommes-femmes	9
B. Reproduction à plus grande échelle	10
C. Participation à l'élaboration des politiques	10
D. Ressources naturelles et changement climatique	10
E. Agriculture et développement rural sensibles aux enjeux nutritionnels	11
V. Réussite de la mise en œuvre	11
A. Cadre de financement	11
B. Suivi-évaluation	12
C. Gestion des savoirs	13
D. Partenariats	13
E. Innovations	13
F. Coopération Sud-Sud et triangulaire	13

## Appendices

I. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	
II. COSOP preparation process including preparatory studies, stakeholder consultation and events (Processus de préparation du COSOP, y compris les études préparatoires, la consultation des parties prenantes et les manifestations)	
III. Natural resource management and climate change adaptation: Background, national policies and IFAD intervention strategies (Gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique: généralités, politiques nationales et stratégies d'intervention du FIDA)	
IV. Country at a glance (Coup d'œil sur le pays)	
V. Fiduciary summary of country portfolio (Résumé des aspects fiduciaires du portefeuille de pays)	
VI. Concept note (Note conceptuelle)	

## Dossiers clés

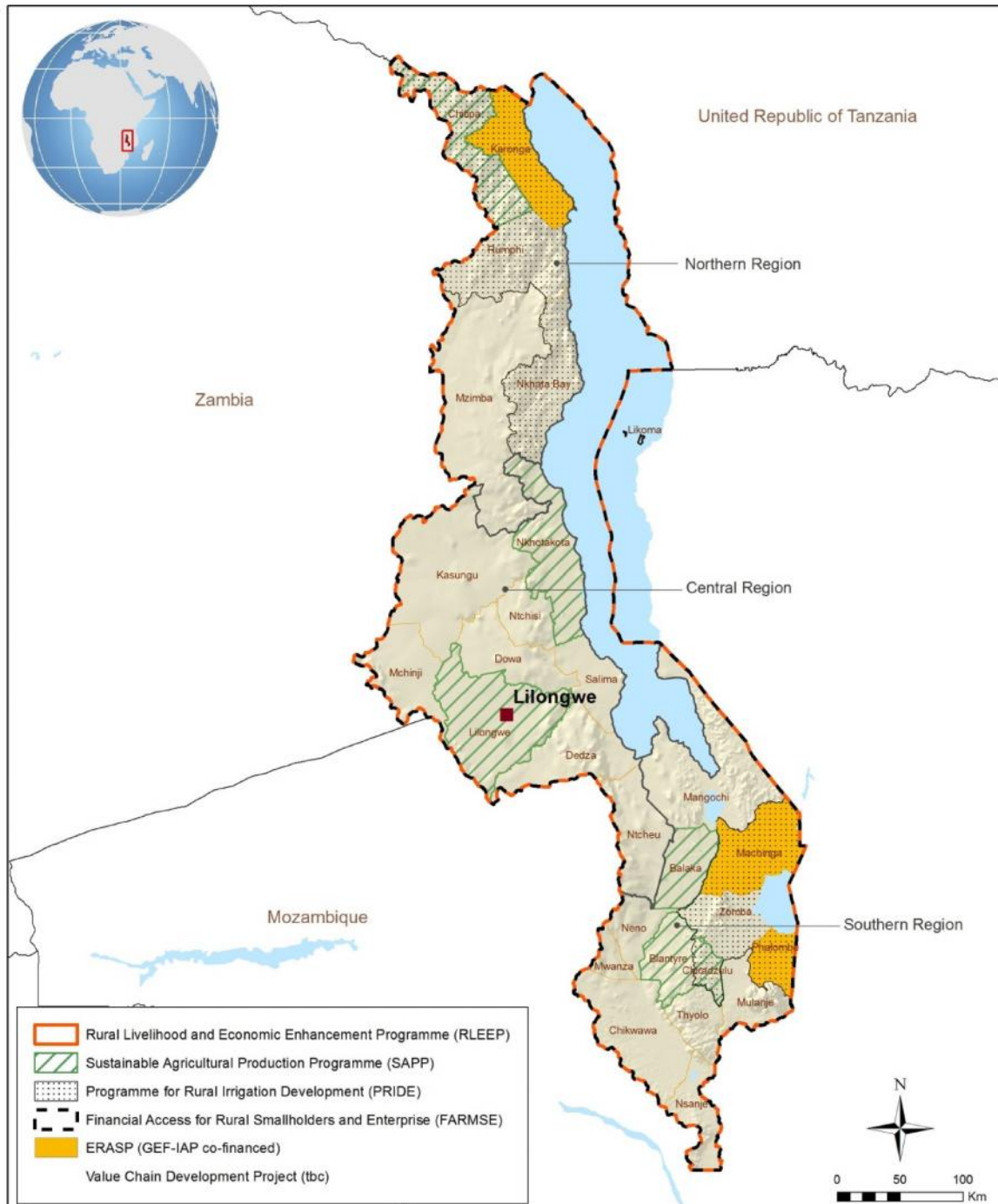
- Dossier clé 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues  
(Problèmes liés à la pauvreté rurale et au secteur agricole/rural)
- Dossier clé 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats analysis)  
(Matrice de l'organisation [analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])
- Dossier clé 3: Complementary donor initiatives/partnership potential  
(Initiatives complémentaires des donateurs et potentiel de partenariat)
- Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and potential response  
(Détermination du groupe cible, questions prioritaires et réponses possibles)

## Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CSST	Coopération Sud-Sud et triangulaire
DCAFS	Comité des donateurs pour l'agriculture et la sécurité alimentaire
IRLADP	Projet de développement de l'agriculture, des moyens de subsistance ruraux et de l'irrigation
OS	Objectif stratégique
RLEEP	Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales et de l'économie
SAPP	Programme de production agricole durable

# Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

Malawi



Source: FIDA; 23/09/2016

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## Résumé

1. Introduction. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats analyse la collaboration du FIDA avec le Gouvernement du Malawi entre la mi-2016 et la mi-2022. Il se fonde sur le COSOP 2010-2015, les enseignements tirés des projets financés par le FIDA, un examen documentaire de la situation du pays et les consultations avec les parties prenantes.
2. Contexte du pays. Le Malawi compte 16,7 millions d'habitants, dont 85% de ruraux. Deux Malawiens sur trois ont moins de 25 ans. La population devrait continuer d'augmenter pour atteindre 26 millions de personnes d'ici à 2030. Le taux de pauvreté est de 50,7%, dont 30% d'extrême pauvreté. La pauvreté est plus importante dans les zones rurales du Nord et du Sud, tandis qu'elle a diminué dans les zones urbaines. Les taux élevés de malnutrition, couplés avec environ 10% de la population infectée par le VIH/sida, nuisent à la productivité du pays et exigent de la famille, en particulier des femmes, de gros efforts de soins.
3. L'agriculture est un secteur essentiel de l'économie du Malawi en termes de revenu national et d'emploi. Les pressions qui s'exercent sur des ressources dont la disponibilité est limitée ont pour effets la déforestation et la dégradation de l'environnement. Les conditions climatiques extrêmes liées au changement climatique ont un impact négatif sur la sécurité alimentaire, laissant 2,8 millions de personnes tributaires de l'aide alimentaire au début de 2016. Ce problème souligne la vulnérabilité du système de production essentiellement pluvial. Le système public de vulgarisation ne peut pas répondre à la demande des agriculteurs, par manque de capacité et de temps en personnel consacré au Programme de subvention des intrants agricoles.
4. Les objectifs stratégiques du COSOP sont en parfaite harmonie avec les principales politiques pertinentes du gouvernement: la seconde Stratégie de croissance et de développement du Malawi (SCDM-II 2013-2016), la Politique agricole nationale (PAN 2016-2020) et la Stratégie nationale d'exportation (SNE 2013-2018).
5. Enseignements tirés. Le COSOP 2016-2022 s'appuie sur les enseignements tirés des quatre projets inclus dans le précédent COSOP (2010-2015). Le FIDA possède une expertise démontrée dans la promotion des bonnes pratiques agricoles, comme l'agriculture de conservation, et de l'adaptation au changement climatique. Les innovations introduites dans les services de vulgarisation, comme les systèmes à l'initiative des agriculteurs et des communautés, ont permis d'enregistrer de bons résultats initiaux. Le développement de la petite et moyenne irrigation et la gestion des périmètres irrigués par les associations d'usagers de l'eau, qui donnent aux petits agriculteurs accès aux terres irriguées, représentent un autre domaine témoignant de la réussite des efforts entrepris. Le FIDA a été le premier à expérimenter avec succès le développement de filières pour plusieurs produits de base et avec toute une gamme d'acteurs. L'approche des méthodologies axées sur les ménages a donné aux femmes la possibilité de prendre des décisions conjointes. Les investissements financés par le FIDA sont exécutés par le biais de structures gouvernementales et communautaires, ce qui renforce les capacités au niveau national et local et au niveau des districts, et favorise l'utilisation des services par les bénéficiaires.
6. Objectifs stratégiques. Le COSOP 2016-2022 vise deux objectifs stratégiques:
  - a) Objectif stratégique 1: Les ménages de petits agriculteurs sont plus résilients face aux chocs naturels et améliorent la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cet objectif vise à réduire la vulnérabilité des petits agriculteurs face aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux catastrophes naturelles. Il sera atteint grâce à des investissements dans: i) des infrastructures protégées

contre les aléas climatiques, notamment l'irrigation et la conservation de l'eau et des sols; et ii) des techniques applicables dans les exploitations. Les capacités des agriculteurs et des communautés seront développées dans le domaine de la gestion intégrée des ressources naturelles, notamment la gestion de l'irrigation, et dans celui des bonnes pratiques agricoles, notamment l'agriculture intelligente face au climat et sensible aux enjeux nutritionnels et la diversification des cultures, les meilleures pratiques en matière de nutrition et les activités après-récolte. La nutrition sera intégrée dans tous les projets.

- b) Objectif stratégique 2: Les ménages de petits agriculteurs ont accès aux services et aux marchés rémunérateurs. Cet objectif vise à permettre aux petits agriculteurs de tirer profit des marchés de produits agricoles. Il sera atteint par l'amélioration de l'accès aux services financiers ruraux, marchands et d'aide au développement des entreprises à destination des petits agriculteurs. Les petits paysans seront appuyés pour former des associations d'épargne et de crédit en vue d'accéder aux services financiers. Les ménages très pauvres bénéficieront de la méthode de reclassement. Les institutions financières et les partenaires des filières recevront un appui dans la création de perspectives commerciales pour que les petits agriculteurs approvisionnent les marchés en produits agricoles. Les groupements de producteurs recevront une aide pour répondre aux demandes du marché, comme les normes de qualité, la quantité et le choix des produits.
7. Résultats durables et réussite de la mise en œuvre. Les investissements et les activités hors projet mettront l'accent sur les ruraux pauvres exerçant une activité économique en générant des retombées pour les ménages vulnérables en déficit alimentaire. L'intégration de la nutrition accroîtra directement le bien-être du groupe cible. La reproduction à plus grande échelle des bons résultats obtenus en matière de développement sera favorisée par la participation à l'élaboration des politiques et l'établissement de partenariats. Les possibilités de coopération Sud-Sud et triangulaire seront activement exploitées. Les aspects climatiques et de gestion des ressources naturelles sont traités dans les programmes de prêt par l'intermédiaire, notamment, de financements accordés par le Fonds pour l'environnement mondial et le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne. Les capacités de suivi du gouvernement seront renforcées. L'innovation sera conduite par des travaux de recherche financés par des dons et la mise à l'essai de nouvelles approches au sein des projets.

# République du Malawi

## Programme d'options stratégiques pour le pays

### I. Diagnostic concernant le pays

1. Contexte du pays. Petit pays densément peuplé, le Malawi est frontalier du Mozambique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie. Son climat est tropical, avec une saison des pluies d'octobre à avril et une pluviométrie annuelle moyenne allant de 500 à 3 000 millimètres.
2. La population du Malawi est passée de 4 millions d'habitants en 1966 à 16,7 millions en 2014, et elle devrait atteindre 26 millions d'ici à 2030. Deux Malawiens sur trois ont moins de 25 ans<sup>1</sup>. L'espérance de vie a progressé et atteint 62,8 ans<sup>2</sup>. La densité de population moyenne s'établit à 177 habitants au kilomètre carré (2014); certaines régions du Sud comptent plus de 300 habitants au kilomètre carré.
3. Le Malawi fait partie des pays les moins avancés, avec un indice de développement humain de 0,445 (2014), qui le place au 174<sup>e</sup> rang sur 182 pays. Le revenu national brut par habitant a chuté de 370 USD en 2011 à 250 USD en 2015<sup>3</sup>, principalement en raison d'une baisse des revenus tirés des cultures d'exportation.
4. Le PIB de 2014 était d'environ 4,26 milliards d'USD, dont 17,04% provenaient de l'industrie et 49,65% des services. L'agriculture fournit les 33,31% restants, mais son importance est cruciale. Ce secteur emploie 80% de la population active et représente la principale source de devises, grâce à l'exportation de tabac, de sucre, de thé, de café et de coton. Selon les estimations, la croissance du PIB réel s'est élevée à 5,7% en 2014, en grande partie du fait de l'agriculture, avec des contributions importantes de l'industrie, du commerce de gros et de détail et des services<sup>4</sup>. Le taux de chômage s'établit à 6,6% (2014). Le chômage des jeunes est étonnamment élevé, à 40%.
5. L'inflation reste supérieure à 20% depuis 2013 (en hausse par rapport à 4,1% en 2007), alimentée par les mauvaises récoltes et l'envolée des prix alimentaires qui en découle. En 2016, l'inflation des prix alimentaires a atteint 28,4%, affectant les acheteurs nets de produits alimentaires et menaçant d'aggraver la malnutrition infantile<sup>5</sup>. Les taux d'intérêt annuels de crédit sont d'environ 27% (13,2% sur les dépôts).
6. Les tendances suivantes ont été observées dans la croissance nationale et le développement: i) le revenu moyen par habitant augmente, poussé par la croissance dans le secteur rural non agricole; ii) la croissance de la population urbaine dépasse celle de la population rurale, mais le Malawi demeurera essentiellement rural pour les dix prochaines années; et iii) les taux de pauvreté urbaine sont en légère hausse, ce qui montre la capacité d'absorption limitée de l'économie urbaine<sup>6</sup>.
7. Moyens de subsistance en milieu rural. Quatre-vingt-cinq pour cent de la population (environ 11 millions de personnes) vivent en milieu rural et la quasi-

<sup>1</sup> Population Reference Bureau (2014), [www.prb.org/](http://www.prb.org/).

<sup>2</sup> PNUD, *Rapport sur le développement humain 2014*, résumé sur le Malawi (New York: Programme des Nations Unies pour le développement, 2015).

<sup>3</sup> [http://data.un.org/Data.aspx?q=gni+per+capita+malawi&d=WDI&f=Indicator\\_Code%3aNY.GNP.PCAP.CD%3bCountry\\_Code%3aMWI#WDI](http://data.un.org/Data.aspx?q=gni+per+capita+malawi&d=WDI&f=Indicator_Code%3aNY.GNP.PCAP.CD%3bCountry_Code%3aMWI#WDI).

<sup>4</sup> Perspectives économiques africaines (2015), [www.africaneconomicoutlook.org/](http://www.africaneconomicoutlook.org/).

<sup>5</sup> G.A. Cornia, L. Deotti et M. Sassi, "Sources of food price volatility and child malnutrition in Niger and Malawi", *Food Policy* 60 (avril 2016): 20-30; K. Harttgen, S. Klasen et R. Rischke, "Analyzing nutritional impacts of price and income related shocks in Malawi", *Food Policy* 60 (avril 2016): 31-43.

<sup>6</sup> P. Dorosh, K. Pauw et J. Thurlow, "Contribution of Cities and Towns to National Growth and Development in Malawi" (non publié, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires [IFPRI], Washington, 2015).

totalité pratique l'agriculture ou l'élevage. La superficie moyenne des parcelles est 0,8 hectare; le maïs est la culture dominante (66%) pour les petits agriculteurs, suivi par le pois cajan, l'arachide (16% chacun) et le tabac (8%).

8. Environ 51% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté national<sup>7</sup>, 30% vivant dans une extrême pauvreté (2010)<sup>8</sup>. La pauvreté est essentiellement rurale, l'essentiel du fardeau étant supporté par le sud et le nord du pays. Les statistiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle rurale sont également alarmantes. L'incidence du retard de croissance chez les enfants est de 42% en moyenne et atteint plus de 60% dans certains districts<sup>9</sup>. Les ménages dirigés par une femme sont plus touchés par l'insécurité alimentaire, car ils disposent généralement de ressources plus limitées<sup>10</sup>.
9. Malgré les progrès réalisés dans la prévention et le traitement du VIH/sida, 9,1% de la population adulte sont infectés (2010)<sup>11</sup>. La mauvaise nutrition et la prévalence du VIH/sida aggravent la faible productivité rurale. Les soins apportés aux membres de la famille représentent également une charge supplémentaire, surtout pour les femmes.
10. L'accroissement rapide de la population réduit la superficie des exploitations familiales. La dégradation des terres<sup>12</sup>, la déforestation et le changement climatique aggravent l'insécurité alimentaire et nutritionnelle<sup>13</sup>. L'agriculture est de plus en plus vulnérable face aux chocs naturels. Des pluies torrentielles suivies par la sécheresse de 2015/16 ont laissé 2,8 millions de Malawiens tributaires de l'aide alimentaire. Les pratiques agricoles ne sont pas adaptées à l'utilisation intensive des terres et aux phénomènes météorologiques extrêmes. La perte de sol superficiel sur les terres agricoles est considérable, surtout en raison d'une mauvaise gestion.
11. Les ménages ruraux fournissent la main-d'œuvre agricole, qui est saisonnière et mal rémunérée, surtout pour les femmes. La diversification vers des activités non agricoles, par exemple par le biais de petites et moyennes entreprises (PME)<sup>14</sup> pour la création de valeur ajoutée, l'emploi, le commerce et les services, offre des possibilités d'améliorer les moyens d'existence, de réduire la vulnérabilité et d'employer des jeunes des deux sexes.
12. Politiques et programmes. Exposée dans Vision 2020 pour le Malawi, la vision de développement du Malawi entend donner au Malawi "une sécurité garantie, une maturité démocratique, un équilibre et une durabilité au plan écologique, l'autonomie avec des chances égales pour tous et la participation active de tous". Cette vision se traduit par des stratégies et des politiques sectorielles et est mise en œuvre par des programmes qui sont pertinents pour le COSOP.
  - i) La SCDM-II (2013-2016) est la stratégie globale à moyen terme pour atteindre des objectifs de développement à long terme. Elle vise à réduire la pauvreté grâce à la croissance économique durable et au développement des infrastructures, notamment dans l'agriculture.
  - ii) La PAN 2016-2020 définit huit domaines prioritaires qui sont en parfaite harmonie avec les objectifs stratégiques du COSOP: production et

<sup>7</sup> <http://data.worldbank.org/country/malawi>.

<sup>8</sup> [http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr\\_theme/country-notes/MWI.pdf](http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/MWI.pdf).

<sup>9</sup> FIDA, *Baseline Report on Food Knowledge, Attitude and Practice (KAP) Malawi 2015* (Rome, 2016); et initiative Renforcer la nutrition/Malawi, <http://scalingupnutrition.org/sun-countries/malawi/>.

<sup>10</sup> M. Kassie, J. Stage, H. Teklewolde et O. Erenstein, "Gendered Food Security in Rural Malawi: Why is women's food security status lower?", *Food Security* 7 (2015): 1299.

<sup>11</sup> <http://www.unaids.org/en/regionscountries/countries/malawi>.

<sup>12</sup> On estime que la dégradation des terres et le changement apporté par la suite dans l'utilisation des terres ont un coût économique de l'ordre de 6-7% du PIB du Malawi. O.K. Kirui, "Economics of Land Degradation and Improvements in Tanzania and Malawi", *Economics of Land Degradation and Improvement – A Global Assessment for Sustainable Development*, ed. E. Nkonya, A. Mirzabaev, J. von Braun (Cham [ZG], Suisse: Springer International Publishing, 2016), 609-649.

<sup>13</sup> Projet de politique forestière nationale du Malawi, 2013 (voir l'appendice III).

<sup>14</sup> Les PME comprennent les microentreprises et la production familiale, ainsi que les petits transformateurs ruraux et les négociants de produits agricoles qui emploient jusqu'à 30 personnes.



- productivité agricoles; développement de l'irrigation; mécanisation de l'agriculture; développement des marchés agricoles, agroalimentaire et ajout de valeur; sécurité alimentaire et nutritionnelle; gestion des risques agricoles; autonomisation des jeunes et des femmes dans l'agriculture; et développement, coordination et renforcement des capacités des institutions.
- iii) La SNE 2013-2018 poursuit un objectif de croissance par le biais des produits à base d'oléagineux ou de canne à sucre et de la transformation des produits laitiers, du maïs, du blé, des cultures horticoles et des légumineuses. Ces produits seront appuyés dans le cadre de l'objectif stratégique 2.
  - iv) La Politique nationale sur le changement climatique (2013), en harmonie avec l'objectif stratégique 1, promeut l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets au profit des moyens d'existence grâce au développement économique.
13. Les politiques ci-dessus sont mises en œuvre par le biais de programmes gouvernementaux. L'objectif du Programme de subvention des intrants agricoles (FISP) est de contribuer à la production et à la diversification des cultures<sup>15</sup>. Depuis sa création en 2005, le FISP a bénéficié à 50% des petits agriculteurs du Malawi, mais il engloutit 80% du budget agricole et mobilise des ressources en personnel considérables. Il a un impact sur la portée des services de vulgarisation et ne prévoit aucune incitation pour encourager les agriculteurs à accroître la productivité. Le Programme de soutien à la mise en œuvre de l'approche sectorielle de l'agriculture du Malawi (ASWAp-SP 2011-2015) vise à coordonner les interventions, avec un objectif de croissance annuelle de 6% dans le secteur agricole. L'ASWAp est en cours de révision pour remédier aux problèmes rencontrés au cours de son exécution. Les autres programmes pertinents pour le COSOP sont le Plan directeur et Cadre d'investissement pour l'irrigation (2015) et le Plan d'investissement national pour la lutte contre le changement climatique (2015)
14. La capacité du gouvernement à gérer et exécuter des programmes est mise à l'épreuve. L'évaluation des politiques et institutions nationales de la Banque mondiale (2014) montre une tendance négative pour la gestion du secteur public. La décentralisation fournit un réseau d'institutions locales et de services ruraux, mais la capacité à exécuter des projets et des programmes reste limitée et est également compromise par le FISP. La participation du secteur privé à l'économie rurale est prudente en raison de risques élevés et d'une rentabilité limitée.
15. Option stratégique. La situation décrite ci-dessus représente une occasion stratégique pour l'appui du FIDA à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les ruraux pauvres des deux sexes sont confrontés à des difficultés auxquelles le gouvernement doit répondre comme il convient. L'appui du FIDA peut contribuer à renforcer l'efficacité des politiques publiques. L'avantage comparatif du FIDA pourrait s'avérer particulièrement utile dans les domaines suivants: i) meilleur ciblage des politiques et programmes gouvernementaux; ii) agriculture intelligente face au climat; iii) irrigation paysanne et gestion des bassins versants; iv) intégration des questions de nutrition et d'adaptation au changement climatique; v) liens avec les marchés, filières et développement des petites entreprises; et vi) services financiers ruraux.
16. Risques. Les principaux risques pour le nouveau COSOP 2016-2022 sont liés à un ralentissement économique, à des problèmes de gouvernance financière et aux effets de la variabilité du climat (tableau 1).
17. Les risques liés à la gouvernance financière ont augmenté en raison d'un gros scandale de corruption au sein du gouvernement qui a éclaté vers la fin de 2013 ("cash-gate") et qui a conduit les donateurs à suspendre temporairement l'aide au

<sup>15</sup> C. Arndt, K. Pauw et J. Thurlow, "The Economy-wide Impacts and Risks of Malawi's Farm Input Subsidy Program [sic]", *American Journal of Agricultural Economics* (24 août 2015), doi: 10.1093/ajae/aav048.

développement. En matière de perception de la corruption publique<sup>16</sup>, le Malawi se place au 112<sup>e</sup> rang sur 168 pays, ce qui représente une nouvelle détérioration par rapport à l'évaluation de 2012. Dans le but de renforcer les systèmes de gestion des finances publiques, le gouvernement a: i) mis en place des comités d'audit indépendants pour les organismes et services ministériels; ii) réalisé un audit juricomptable du système de gestion financière intégrée (SGFI); iii) engagé un responsable de la sécurité des technologies de l'information, basé au Département du Comptable général, pour suivre les opérations illicites sur le SGFI; iv) éliminé un arriéré des rapprochements de comptes publics qui remontaient à juillet 2013; et v) accéléré les poursuites judiciaires contre les responsables impliqués dans des opérations illégales. Ces réformes de la gestion des finances publiques doivent faire l'objet d'un suivi pour savoir quel en sera l'impact global.

Tableau 1

**Risques et stratégies d'atténuation**

Risque	Niveau du risque	Stratégie d'atténuation
Récession économique	Moyen	Les investissements dans la résilience des petits agriculteurs visent à renforcer leur capacité à faire face aux effets macroéconomiques sur leurs moyens de subsistance
Les institutions gouvernementales ont des capacités insuffisantes pour mettre en œuvre les activités des projets	Moyen	Le FIDA: <ul style="list-style-type: none"> <li>renforcera les capacités par le biais de l'assistance technique, de la formation et d'outils de gestion</li> <li>diversifiera la fourniture de services d'appui, notamment par le biais du secteur privé</li> <li>veillera à la mise en place de structures de coordination de projets dédiées</li> </ul>
Gouvernance financière, notamment la corruption	Élevé	Le FIDA: <ul style="list-style-type: none"> <li>prendra des mesures de contrôle fiduciaire rigoureuses (par exemple comptabilité et présentation de l'information financière faisant appel aux technologies de l'information, étroite supervision fiduciaire, audit annuel)</li> <li>assurera la formation et la supervision du personnel lié au projet</li> </ul>
Événements climatiques défavorables	Moyen	Le FIDA: <ul style="list-style-type: none"> <li>investira dans divers domaines techniques (irrigation, filières, systèmes de finance rurale)</li> <li>Assurera une formation pour renforcer la capacité des petits agriculteurs et des secteurs public et privé à s'adapter aux effets du changement climatique</li> </ul>

## II. Enseignements et résultats précédents

18. Le COSOP 2010-2015 a appuyé quatre programmes d'investissement: le Programme d'appui aux activités de subsistance des ruraux (RLSP); le Projet de développement de l'agriculture, des moyens de subsistance ruraux et de l'irrigation (IRLADP), cofinancé par la Banque mondiale; le Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales et de l'économie (RLEEP); et le Programme de production agricole durable (SAPP) – ainsi que 12 projets régionaux et nationaux financés par des dons. Les programmes financés grâce à des prêts ont permis de tirer les principaux enseignements suivants:

- Bonnes pratiques agricoles. Le SAPP favorise les bonnes pratiques agricoles afin d'améliorer la fertilité des sols et de stimuler la production. Les résultats obtenus dans les champs des agriculteurs sont prometteurs, car les rendements du maïs irrigué sont passés de 1,3 à 2,2 tonnes/hectare. Entre autres activités, le RLEEP appuie le double revêtement et l'amélioration du stockage de l'arachide, qui, ensemble, ont permis d'augmenter de 50% la production commercialisable.

<sup>16</sup> Transparency International, <https://www.transparency.org/country/#MWI>.

Les pratiques agricoles intelligentes face au climat susceptibles de favoriser une meilleure nutrition et reposant sur une utilisation efficiente des informations météorologiques sont très pertinentes. À mesure qu'augmentent les superficies irriguées, le besoin d'adopter des bonnes pratiques agricoles adaptées aux cultures irriguées augmente lui aussi. De meilleures pratiques après-récolte sont également nécessaires pour augmenter la possibilité de commercialisation des produits selon une approche consistant à considérer l'agriculture comme une activité commerciale.

- Les services publics de vulgarisation utilisent des approches fondées sur les agriculteurs chefs de file et les fermes-écoles, et les projets financés par le FIDA (IRLADP, SAPP, RLEEP) les appuient. Les projets signalent une amélioration de la portée et des taux d'adoption et ont contribué à affiner les approches, par exemple en mettant en place des écoles d'entrepreneuriat agricole et des agents communautaires chargés de la santé animale. L'efficacité des services de vulgarisation pourrait être encore renforcée par le biais de services complémentaires offerts par les prestataires non gouvernementaux et privés.
- Le développement de l'irrigation durable améliore les rendements et l'intensité des cultures. Dans le cadre de l'IRLADP, les rendements du maïs sont passés de 1,6 à 3,4 tonnes/hectare. L'intensité des cultures a augmenté sur les nouveaux périmètres d'irrigation, en particulier dans ceux de petite taille, de 80% (référence) à 160%. Les associations d'usagers de l'eau assurent une gestion à long terme, garantissent l'accès des petits agriculteurs à la terre et rendent possible l'agriculture sous contrat. De nouveaux projets d'irrigation doivent s'appuyer sur l'approche de l'IRLADP pour garantir l'accès à la terre. Les sols des bassins versants et la gestion de l'eau constituent des éléments importants pour l'infrastructure d'irrigation et l'écosystème.
- Développement des filières. Le RLEEP travaille avec un grand nombre d'acteurs des filières: les agriculteurs, le secteur privé et l'Association nationale des petits paysans du Malawi. L'approche adoptée par le RLEEP en matière de développement des filières a commencé par la réalisation d'une cartographie nationale, suivie d'un processus de consultation visant à recenser les filières potentielles. Un processus novateur a récemment débuté dans le cadre duquel les entreprises du secteur privé recensent les filières et leurs contraintes. Les entreprises privées peuvent faire des demandes de dons de contrepartie pour traiter les enjeux relatifs aux filières, comme dans l'approche des partenariats public-privé-producteurs du FIDA. La modélisation économique réalisée par le FIDA et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) confirme le potentiel de développement des filières, notamment pour les biocarburants et les cultures de rente<sup>17</sup>.
- Finance rurale. L'accès limité aux services de finance rurale représente un frein au développement agricole. Le COSOP 2010-2015 a apporté un appui à l'amélioration de l'accès à la finance rurale, par exemple en soutenant les associations villageoises d'épargne et de prêt. Cependant, la demande des agriculteurs dépasse les services disponibles, et le crédit reste cher. Le besoin d'une approche novatrice en matière de finance rurale est reconnu. Par conséquent, un projet de développement de la finance rurale est proposé pour la nouvelle réserve de prêts (appendice VI).
- Changement climatique et vulnérabilité aux chocs extérieurs. On estime que le changement climatique dans les régions densément peuplées d'Afrique australe entraînera des pertes de rendement d'environ 20% d'ici à 2050<sup>18</sup>. Le changement climatique est devenu une réalité pour l'agriculture en

<sup>17</sup> R. Benfica et J. Thurlow, *Development of a Rural Investment and Policy Analysis (RIAPA) Modeling Toolkit* (présentation PowerPoint, atelier d'apprentissage du FIDA, Rome, 25 février 2016).

<sup>18</sup> T. Wheeler et J. von Braun, "Climate change impacts on global food security", *Science* 134 (2013): 508-513.

grande partie pluviale du Malawi, comme en témoignent les inondations et les sécheresses de 2015-2016. Les petits agriculteurs sont particulièrement vulnérables face aux effets du climat, et la promotion des bonnes pratiques agricoles doit inclure des options intelligentes face au climat comme l'utilisation des prévisions météorologiques. Les investissements dans l'irrigation et les infrastructures capables de résister aux aléas climatiques doivent être complétés par une bonne gestion des bassins versants (appendice III).

- Nutrition et sécurité alimentaire. Les conclusions de l'enquête du FIDA sur les savoirs, les attitudes et les pratiques alimentaires<sup>19</sup> ont servi de base au COSOP pour l'intégration de la nutrition. Le besoin d'une intervention nutritionnelle plus rigoureuse a été confirmé, et les districts connaissant de forts taux de retard de croissance doivent être ciblés. Les interventions des projets doivent conduire à de meilleures pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et assurer un processus régulier de suivi et de promotion de la croissance afin de déterminer les risques à un stade suffisamment précoce pour que des mesures correctives puissent être prises. Tous les projets doivent être sensibles aux enjeux nutritionnels, ce qui peut impliquer: i) des produits végétaux nutritifs à des fins de subsistance et dans les filières; ii) de bonnes technologies après-récolte et de transformation alimentaire; et iii) de grandes campagnes de sensibilisation et une formation au niveau des ménages.
- Gestion du projet. Au cours de la période 2010-2015, le démarrage des projets a été lent en raison de l'application tardive des critères d'efficacité. Les expériences en matière de gestion de projet sont mitigées: le SAPP a été géré par le Ministère de l'agriculture, et les ressources en personnel n'étaient pas entièrement dévolues au programme. La performance en a pâti, ce qui a entraîné un retard de trois ans. Le RLEEP dispose d'une unité de coordination spécialisée qui fonctionne bien et qui est placée sous la tutelle du Ministère de l'administration locale. L'enseignement que l'on peut en tirer est qu'une unité de gestion entièrement dédiée permet d'exécuter les projets de manière efficiente.
- Parité hommes-femmes et ciblage. Dans le cadre de l'IRLADP, l'approche des méthodologies axées sur les ménages a aidé les ménages à prendre des décisions conjointes sur les cultures, les revenus et les ressources du ménage. Ces méthodologies sont inclusives et tiennent compte de l'égalité des sexes, tout en respectant la diversité des ménages. Les personnes vulnérables et pauvres, souvent plus touchées par l'impact du VIH/sida, n'ont pas les mêmes besoins que les agriculteurs à vocation plus commerciale. Les ménages pauvres ont besoin d'une stabilisation de leurs moyens de subsistance, notamment grâce à des intrants pour les actifs, à la promotion de technologies culturelles permettant d'économiser de la main-d'œuvre et à une bonne nutrition.
- Participation à l'élaboration des politiques. Le portefeuille du COSOP 2010-2015 était en harmonie avec les politiques du gouvernement, mais les résultats n'ont pas été utilisés de manière systématique pour informer les décideurs. La coordination entre les donateurs et la concertation sur les politiques en matière d'agriculture au Malawi sont assurées par le Comité des donateurs pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (DCAFS) et par l'ASWAp. La présence limitée du FIDA dans le pays gêne sa participation régulière au DCAFS. D'autres arrangements doivent être pris pour assurer un

<sup>19</sup> Voir également le document du FIDA "Survey on Food Knowledge, Attitude and Practices in Rural Livelihoods and Economic Enhancement Programme and Sustainable Agriculture Production Programme, Malawi" (Rome, 2015), [operations.ifad.org/.../01b9a47b-b1e6-4e69-9154-8a6402464570](http://operations.ifad.org/.../01b9a47b-b1e6-4e69-9154-8a6402464570).

transfert continu des connaissances tirées des projets aux responsables des politiques et aux partenaires de développement.

### III. Objectifs stratégiques

19. Le FIDA possède un avantage comparatif dans la transformation de l'agriculture paysanne en établissant un lien entre une prestation de services de meilleure qualité et les organisations communautaires. Son approche au Malawi consiste à: i) collaborer avec les services publics au niveau des districts et les renforcer; et ii) fournir ces services aux petits agriculteurs par l'intermédiaire des organisations communautaires. Les innovations technologiques dans la petite agriculture sont ainsi combinées à des innovations sociales dans les relations entre les petits agriculteurs et les services agricoles. Celles-ci touchent les deux pôles – c'est-à-dire les communautés et le système de prestation de services – et contribuent à établir une relation durable à même de se poursuivre après l'achèvement du projet.
20. La pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Malawi constituent le contexte dans lequel l'avantage comparatif du FIDA peut être exploité. Le pays fait face à cette situation en ouvrant des perspectives économiques aux petits agriculteurs et en renforçant leur capacité de résistance aux chocs extérieurs. La résilience et la commercialisation forment ainsi le double objectif stratégique du programme 2016-2022 du FIDA.
21. Objectif stratégique 1: Les ménages de petits agriculteurs sont plus résilients face aux chocs naturels et améliorent la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cet objectif vise à réduire la vulnérabilité des petits agriculteurs face aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux catastrophes naturelles et à améliorer leur situation alimentaire et nutritionnelle. Il sera atteint grâce à des investissements dans: i) des infrastructures protégées contre les aléas climatiques, notamment l'irrigation et la conservation de l'eau et des sols; et ii) des techniques applicables dans les exploitations. Les capacités des agriculteurs et des communautés seront renforcées dans le domaine de la gestion intégrée des ressources naturelles, notamment la gestion de l'irrigation, et dans celui des bonnes pratiques agricoles, notamment l'agriculture intelligente face au climat et sensible aux enjeux nutritionnels. La nutrition a un rôle essentiel à jouer dans l'amélioration des moyens d'existence. On améliorera la sécurité alimentaire et nutritionnelle en influant sur les choix des agriculteurs vers une production végétale et animale plus nutritive, une meilleure manutention et transformation après-récolte et la préparation d'aliments nutritifs. Les meilleures pratiques seront encouragées par le biais de campagnes de sensibilisation à grande échelle. Le gouvernement et les prestataires de services privés recevront un appui pour fournir des infrastructures et des solutions technologiques, tandis qu'on aidera les petits agriculteurs à établir des groupes chargés de la gestion des bassins versants, des forêts, des parcours et des ressources en terres et en eau, et qui mettront à l'essai et reproduiront les nouvelles pratiques agricoles. Comme cet objectif correspond à des améliorations techniques apportées aux systèmes de ressources naturelles, les investissements seront développés et réalisés en adoptant une approche paysagère.
22. objectif stratégique 2: Les ménages de petits agriculteurs ont accès aux services et aux marchés rémunérateurs. Cet objectif vise à permettre aux petits agriculteurs de tirer profit des marchés de produits agricoles. Il sera atteint grâce à l'amélioration de l'accès des petits agriculteurs aux services financiers ruraux, marchands et d'aide au développement des entreprises. Les petits agriculteurs seront appuyés pour former des associations d'épargne et de crédit en vue d'accéder aux services financiers, et des groupes de producteurs pour répondre aux exigences du marché concernant le type de produits, la quantité, la qualité et la livraison. Les ménages très pauvres seront en mesure de tirer parti

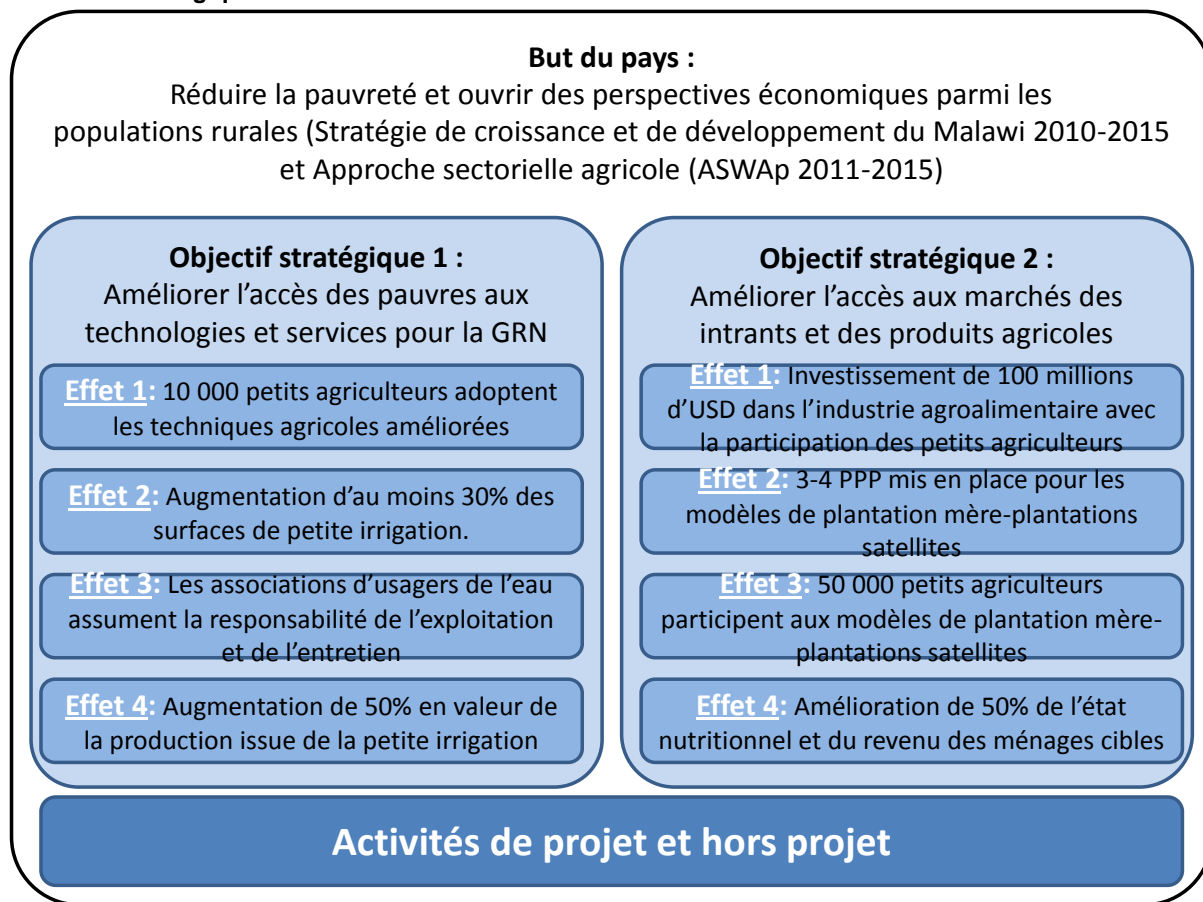
des services financiers grâce à la méthode de reclassement<sup>20</sup>. Les institutions financières et les partenaires des filières recevront un appui dans la création de perspectives commerciales pour les petits agriculteurs. Les services d'aide au développement des entreprises renforceront les liens avec les marchés qui profitent aux petits producteurs et à leurs organisations. L'ajout de valeur se traduira par un accroissement des revenus tirés des activités agricoles et non agricoles et offrira des opportunités aux PME et des possibilités d'emplois non agricoles. Les entreprises appuyées sont notamment les "entreprises vertes", telles que la fabrication locale de fourneaux de cuisine économes en bois de feu. Les jeunes ruraux seront tout particulièrement ciblés pour des possibilités d'activités économiques non agricoles telles que l'industrie et les services. L'objectif stratégique 2 sera réalisé en adoptant une approche axée sur les filières renforçant les liens entre les producteurs, les financeurs et les marchés.

23. Théorie du changement. Les principales causes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle parmi la population rurale résident dans la vulnérabilité aux chocs extérieurs. L'agriculture principalement pluviale est sujette à des chocs naturels comme la sécheresse et les inondations qui détruisent les moyens d'existence pour plusieurs années, plongeant les populations dans le dénuement et la faim. Les ressources naturelles, notamment les terres arables, se sont dégradées du fait de la surexploitation et de la mauvaise gestion. Les petits agriculteurs sont preneurs de prix et ont du mal à s'adapter à l'évolution des prix et des exigences du marché. L'objectif du COSOP est de s'attaquer à ces causes profondes en poursuivant les objectifs stratégiques. La combinaison de l'OS 1 (résilience face aux chocs naturels et amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle) et de l'OS 2 (amélioration de l'accès aux services et aux marchés rémunérateurs) permettra d'améliorer les revenus, la nutrition et le bien-être des populations rurales (figure 1). Ces deux OS seront réalisés par le biais d'un portefeuille de projets d'investissement et d'activités hors projet visant à renforcer l'efficacité des projets individuels.

---

<sup>20</sup> [http://www.cgap.org/sites/default/files/graduation\\_guide\\_final.pdf](http://www.cgap.org/sites/default/files/graduation_guide_final.pdf).

Figure 1  
Résumé de la logique du cadre de résultats du COSOP axé sur les résultats



## IV. Résultats durables

### A. Ciblage et problématique hommes-femmes

24. Le COSOP vise à atteindre environ 600 000 ruraux pauvres, principalement par le biais de projets en cours (SAPP, RLEEP) et de nouveaux projets (Programme de développement de l'irrigation dans les zones rurales [PRIDE], Renforcement de la résilience des systèmes agroécologiques [ERASP], Avancement financier en faveur des marchés ruraux, des petits agriculteurs et des entreprises [FARMSE] et un sixième projet qui reste à déterminer pour le cycle de prêt 2019-2022).
25. Bien que le COSOP ait une portée nationale, il accordera une attention particulière aux zones où le taux de pauvreté est élevé et qui sont sujettes aux effets négatifs des conditions climatiques. Il cible les petits agriculteurs pauvres, englobant les ménages exerçant une activité économique et en situation de sécurité alimentaire, les ménages en situation d'insécurité alimentaire et les ménages très pauvres. Les méthodologies axées sur les ménages fournissent l'ossature de son approche de l'égalité des sexes. Toutes les catégories de groupes cibles devraient bénéficier du développement de l'irrigation, de la conservation des terres, des bonnes pratiques agricoles, de la formation en sécurité alimentaire et nutritionnelle et des fourneaux de cuisine économes en bois de feu. En outre, les ménages très pauvres et les ménages pauvres dirigés par une femme seront aidés grâce à la méthode de reclassement dans le cadre du FARMSE, tandis que les ménages en situation de sécurité alimentaire et exerçant une activité économique bénéficieront des activités liées aux filières, telles que la production induite par le marché et l'accès aux services financiers. De nouvelles possibilités dans le secteur industriel et dans celui des services non agricoles seront offertes aux jeunes. Les projets analyseront leurs

groupes cibles selon une méthode de catégorisation en harmonie avec le COSOP (voir le dossier clé 4) ou de ses versions ultérieures.

## B. Reproduction à plus grande échelle

26. La stratégie de reproduction à plus grande échelle au Malawi vise à influencer sur les principaux facteurs de changement par le biais de produits du savoir reposant sur des éléments probants, de la participation à l'élaboration des politiques et d'investissements stratégiques. Les partenariats établis avec le gouvernement, les partenaires du développement, les organisations du secteur privé et les organisations de producteurs (en particulier l'Association nationale des petits paysans du Malawi et ses 50 associations membres) permettront la reproduction à plus grande échelle par le biais du partage des savoirs, de la mobilisation de ressources et de la reproduction des solutions éprouvées. Le FIDA agira en étroite collaboration avec les membres du DCAFS en vue de poursuivre des stratégies conjointes de reproduction à plus grande échelle par l'intermédiaire des programmes gouvernementaux, ainsi qu'en tirant parti des ressources du secteur privé, comme le RLEEP a permis de le faire à titre expérimental.
27. L'accès réduit des petits agriculteurs aux services financiers ruraux limite la portée d'une reproduction à plus grande échelle réussie, bien que les institutions financières à assise communautaire (IFAC) et des modèles de financement des filières connaissent une croissance rapide. Le FIDA investira dans ce domaine stratégique en partenariat avec le secteur financier formel, la Banque de réserve du Malawi et des partenaires de développement tels que l'Agence allemande de coopération internationale pour stimuler les IFAC et exploiter tout le potentiel de développement des petits producteurs et des PME rurales.

## C. Participation à l'élaboration des politiques

28. Le programme relatif à la participation à l'élaboration des politiques est lié aux OS et sera renforcé par une gestion des savoirs et des partenariats efficaces. Le FIDA renforcera sa participation au sein du DCAFS sur les questions concernant les petits agriculteurs et coopérera directement avec le gouvernement. Le DCAFS est une plateforme visant à appuyer le gouvernement dans la réforme du FISP et d'autres questions liées à l'agriculture. En outre, les résultats et les enseignements tirés du SAPP éclaireront les partenaires du DCAFS et le gouvernement dans sa mise au point de la politique de vulgarisation agricole.
29. Le gouvernement sera appuyé dans la mise à jour de ses politiques et garanties en matière de changement climatique et d'environnement, y compris les questions foncières. Il a adopté une révision de ses garanties en vue de la mise en œuvre des prochains programmes PRIDE et ERASP. Ce processus se poursuivra et sera approfondi par le biais d'audits environnementaux réguliers, des enseignements tirés et d'auditions publiques pour établir un lien entre agriculteurs et responsables des politiques.
30. Le RLEEP et le FARMSE contribueront à renforcer les partenariats public-privé-producteurs pour attirer un plus grand nombre de petits agriculteurs vers l'agriculture à vocation commerciale. Les questions relatives aux politiques ont trait à la mise en place d'incitations pour que le secteur privé s'engage auprès des petits producteurs sur les marchés d'intrants et de produits. Enfin, les programmes relevant du COSOP renforceront les capacités du gouvernement en matière de suivi-évaluation pour contribuer à l'élaboration de politiques sur la base de données factuelles.

## D. Ressources naturelles et changement climatique

31. La politique du Malawi sur le changement climatique poursuit des objectifs d'adaptation et d'atténuation dans le secteur agricole. Le portefeuille du FIDA concourt à ces politiques par le biais de ses investissements et de sa participation à l'élaboration des politiques dans le cadre de l'OS 1, comme l'inclusion d'options intelligentes face au climat dans les bonnes pratiques agricoles et l'activité de



projet pilote intégrée dans le cadre de l'ERASP, financée par le Fonds pour l'environnement mondial ERASP.

32. L'étude des procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (appendice III) propose de s'attaquer à la dégradation des terres par une remise en état et une gestion intégrées des bassins versants. Cette perspective guidera les projets en cours et les nouveaux projets comme le PRIDE et l'ERASP. Les approches actuelles seront institutionnalisées (par exemple les fourneaux de cuisine économes en bois de feu) et de nouvelles seront mises à l'étude (par exemple le biogaz).

## E. Agriculture et développement rural sensibles aux enjeux nutritionnels

33. Le gouvernement a rejoint le mouvement Renforcer la nutrition (SUN) et créé un comité national de la nutrition pour appuyer la mise en œuvre de la Politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2005) et du Plan national stratégique et politique de nutrition (2007-2015).
34. Dans cette perspective, le COSOP intégrera la nutrition comme un moyen d'améliorer le bien-être et de renforcer la résilience des familles de petits agriculteurs pauvres par le biais de ses programmes, l'accent étant mis sur les femmes adultes et les jeunes femmes. L'intégration relie les activités de nutrition aux activités de projets appropriées dans le cadre des deux OS. À titre d'exemples, on peut citer la promotion: i) de filières sensibles aux enjeux nutritionnels, qui incluraient la sensibilisation des agriculteurs à la sélection de cultures et de produits animaux plus nutritifs à des fins alimentaires et comme sources de revenus; et ii) de la production alimentaire familiale grâce à la promotion des jardins potagers, du petit élevage, etc.
35. Les investissements au niveau des ménages seront complétés par l'éducation nutritionnelle et de grandes campagnes de sensibilisation ciblant aussi bien les ménages que les responsables des politiques. Parmi les thèmes abordés figure: la diversité alimentaire, en prenant en compte les principales causes du retard de croissance (par exemple les grossesses précoces, les pratiques inadéquates d'allaitement des enfants, la nutrition maternelle, la préparation et la conservation des aliments, l'hygiène et l'assainissement)<sup>21</sup>. Le type d'appui apporté sera adapté aux besoins spécifiques des sous-ensembles du groupe cible.
36. Des mesures supplémentaires seront prises pour collaborer avec des partenaires spécialisés tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et utiliser des dons pour étudier des approches novatrices telles que des pratiques permettant de préserver la qualité nutritionnelle des produits durant le processus de transformation après-récolte.

## V. Réussite de la mise en œuvre

### A. Cadre de financement

37. Le COSOP 2016-2022 couvre deux cycles du Système d'allocation fondé sur la performance du FIDA (SAFP 2016-2018 et 2019-2021). Le SAFP prévoit un financement du FIDA pour 2016-2018 de l'ordre de 42 millions d'USD (tableau 2). Le premier projet, le FARMSE, absorbera l'intégralité de l'allocation, tandis qu'un second projet est envisagé pour le cycle 2019-2021 du SAFP.

<sup>21</sup> Voir également le document du FIDA "Survey on Food Knowledge, Attitude and Practices in Rural Livelihoods and Economic Enhancement Programme and Sustainable Agriculture Production Programme, Malawi" (Rome, 2015), [operations.ifad.org/.../01b9a47b-b1e6-4e69-9154-8a6402464570](http://operations.ifad.org/.../01b9a47b-b1e6-4e69-9154-8a6402464570).

Tableau 2  
**Allocations du SAFP prévues pour le COSOP axé sur les résultats 2016-2021**

Conditions de financement	2016	CPF
RNB par habitant	2014	250
Population rurale	2014	14 006 983
IRAI 2014		3,19
Performance du secteur rural 2015		3,72
Projets à risque		2015
Performance globale du pays		3,54
Allocation annuelle 2016		14 116 926
Allocation annuelle 2017		14 116 926
Allocation annuelle 2018		14 116 926
<b>Total</b>	<b>(2016-2018)</b>	<b>42 350 777</b>

Note: CPF = don au titre du CSD et prêt à des conditions particulièrement favorables (50% chacun); IRAI = indice d'allocation des ressources de l'IDA de la Banque mondiale.

38. Le tableau 3 présente l'hypothèse basse et l'hypothèse haute des scénarios du SAFP. Il montre qu'une mauvaise note d'évaluation de projet et une mauvaise performance du secteur rural réduiraient de 26% l'allocation SAFP pour 2016-2018. Le financement du FIDA pourrait ainsi être ramené à environ 31 millions d'USD, ce qui limiterait l'ampleur des nouveaux projets.

Tableau 3  
**Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays**

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de la performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage du score SAFP du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	3	3,4	- 26
Hypothèse de base	4	3,7	0
Hypothèse haute	5	4,0	29

39. Le financement additionnel du portefeuille de projets inclut des contributions du gouvernement, du secteur privé et des bénéficiaires. Le FIDA administre les fonds provenant du Fonds de l'OPEP pour le développement international et du programme IAP financé par le FEM (plateforme panafricaine ayant pour but de trouver et de partager des solutions sur la résilience face au climat et les approches durables de la sécurité alimentaire). On veillera à cofinancer les projets avec d'autres partenaires de développement, et un don pourra être obtenu auprès du programme de dons régionaux du FIDA.

## B. Suivi-évaluation

40. Le but du COSOP est de renforcer la capacité du gouvernement à suivre efficacement la performance de ses investissements. Le cadre de résultats du COSOP comprend des indicateurs d'effet et d'étape au regard desquels les réalisations seront communiquées chaque année à partir des cadres de S&E des projets, des rapports sur les activités hors projet et d'enquêtes supplémentaires. Tous les projets ont des systèmes spécialisés de suivi afin d'en suivre les produits et d'en évaluer les effets et l'impact. Les indicateurs du COSOP seront unifiés dans l'ensemble du portefeuille, tout comme la catégorisation du groupe cible. Les données seront désagrégées par catégorie, par sexe et par tranche d'âge. Le FIDA et le gouvernement réaliseront des examens annuels et à mi-parcours pour évaluer les progrès accomplis, tirer des enseignements et apporter les ajustements nécessaires.

## C. Gestion des savoirs

41. La gestion des savoirs, en conjonction avec les partenariats, jouera un rôle important dans la participation du FIDA au processus de concertation sur les politiques et à la reproduction à plus grande échelle. Les projets serviront de base pour la gestion des savoirs, puisqu'ils recueillent les exemples réussis, cernent les principaux problèmes et que le personnel des projets participe à des séances d'examen du programme. Les activités de gestion des savoirs incluront des études thématiques telles que l'analyse actuelle des modalités de la vulgarisation entreprise dans le cadre du RLEEP. Pour mettre en place une gestion efficiente des savoirs, un spécialiste de ce domaine, peut-être du nouveau pôle régional du FIDA, sera recruté.

## D. Partenariats

42. Le FIDA vise à devenir un partenaire crédible dans le cadre de la concertation sur les politiques. Outre une gestion des savoirs, cela suppose une interaction régulière avec les partenaires: gouvernement, organismes de développement, secteur privé et organisations paysannes. Les partenariats joueront un rôle déterminant dans le plaidoyer sur les politiques, la reproduction à plus grande échelle, le cofinancement et l'établissement de liens entre les agriculteurs et le secteur privé. Le FIDA aura donc des contacts plus réguliers avec le DCAFS et suivra l'évolution du mouvement Renforcer la nutrition.

## E. Innovations

43. Le COSOP reproduira à plus grande échelle les innovations issues de projets financés par le FIDA (par exemple l'amélioration du stockage de l'arachide, l'approche des méthodologies axées sur les ménages, les techniques après-récolte). Nombre de ces innovations ont été introduites sous forme de dons et expérimentées par la suite dans divers projets. En outre, les projets disposeront de ressources budgétaires pour adopter de nouvelles technologies et approches en vue d'améliorer les moyens d'existence des groupes cibles (par ex. gestion des bassins versants, institutions financières à assise communautaire)<sup>22</sup>. Le financement sous la forme d'un don du FIDA servira à recenser les innovations, notamment l'assurance récolte et les énergies renouvelables.

## F. Coopération Sud-Sud et triangulaire

44. Les possibilités de coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) seront explorées en amont et reliées au programme de reproduction à plus grande échelle. Elles incluent des visites d'échange, des voyages d'études et d'autres formes d'apprentissage et de transfert de technologies – par exemple des visites d'échange régulières avec le personnel des projets de Zambie et une formation à travers l'approche filières promue par l'Agence allemande de coopération internationale. Les activités des projets pourraient être rattachées au don destiné au Programme de renforcement des capacités et des outils pour reproduire à plus grande échelle les innovations et les diffuser afin de développer des itinéraires d'apprentissage associés. Élargir la perspective sous-régionale fera partie du nouveau programme de décentralisation du FIDA, par exemple en nouant des relations entre les pays par le biais de foires aux savoirs.
45. Au niveau des politiques, le FIDA négociera et organisera des voyages d'études et des échanges entre les responsables des politiques du Malawi et d'autres pays en développement. L'IAP panafricain financé par le FEM servirait de mécanisme de mise à l'essai des solutions liées aux politiques.
46. Les activités de CSST seront financées par de nouveaux dons régionaux, des fonds supplémentaires et les budgets des projets affectés à la gestion des savoirs. Le Malawi sollicitera l'aide de la contribution complémentaire non affectée apportée

<sup>22</sup> Voir la note conceptuelle à l'appendice VI.

par le Gouvernement chinois aux activités de CSST. À une plus grande échelle, la participation aux événements sur la CSST en Asie et en Amérique latine se poursuivra.

## COSOP results management framework

Country strategy alignment What is the country seeking to achieve?	Key results for RB-COSOP (Jul 2016- Jun 2019) How is IFAD going to contribute?			Indicative lending and non-lending activities for the next 3 years <sup>22</sup>
	Strategic objectives	Outcome indicators gender, wealth and age disaggregated	Milestone indicators gender, wealth and age disaggregated	
<p>Malawi Growth and Development Poverty Reduction Strategy 2013 – 2016 (MGDS II): Sustainable economic growth; social development; disaster risk management; infrastructure development; governance; gender and capacity development.</p> <p>National Agriculture Policy (2016-2020): Sustainable agricultural production; sustainable irrigation development; agriculture market development, agro-processing and value addition; food and nutrition security; agricultural risk management; youth and women empowerment in agriculture; institutional development, coordination and capacity development.</p> <p>National Export Strategy (2013-2018):</p>	<p>SO1: Smallholder households become resilient to natural shocks</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 15,400 smallholder households with long-term tenure security for at least 0.1 ha of newly irrigated land;</li> <li>▪ 9,350 hectares of agricultural land improved through soil and water conservation measures (excluding irrigation);</li> <li>▪ 35,200 smallholder households adopting one or more recommended good agricultural practices</li> <li>▪ 23,500 smallholder farmers (at least 30% female) reporting an over 20% production increase from improved practices</li> <li>▪ 14,000 smallholder households reporting decreased incidence of hunger, measured by the number of meals per day</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 4,400 ha of land under irrigation schemes constructed or rehabilitated</li> <li>▪ 15,400 smallholder households associated into newly formed and trained groups for managing infrastructure</li> <li>▪ 28 groups in NRM formed and strengthened</li> <li>▪ 39,000 smallholder farmers trained in good agricultural practices</li> <li>▪ 55 new or adapted good agricultural practices – including CSA, post-production, irrigation and nutrition – included in the MoAIWD extension programme</li> </ul>	<p>Lending/investment activities:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ RLEEP (Oct 2009 – Dec 2017)</li> <li>▪ SAPP (Jan 2012 – Mar 2021)</li> <li>▪ PRIDE (Jul 2016 – 2023)</li> <li>▪ ERASP (2016 – 2023)</li> <li>▪ FARMSE (2019– 2025)</li> <li>▪ VC project (tbd) (2020-2026)</li> </ul> <p>B) Non-lending / non-project activities:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Policy dialogue</li> <li>▪ Knowledge management</li> <li>▪ Partnership building</li> <li>▪ South-south and triangular cooperation, grants and reimbursable technical assistance</li> </ul>

<sup>22</sup> Periods quoted reflect (assumed) effectiveness until completion. For result targets, proportional contribution according to time overlap between the RB-COSOP and the project is assumed, following Malawi fiscal year for the RB-COSOP's first three years (Jul 2016 - Jun 2019).

Country strategy alignment What is the country seeking to achieve?	Key results for RB-COSOP (Jul 2016- Jun 2019) How is IFAD going to contribute?			Indicative lending and non-lending activities for the next 3 years <sup>22</sup>
	Strategic objectives	Outcome indicators gender, wealth and age disaggregated	Milestone indicators gender, wealth and age disaggregated	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ support export oriented clusters and diversify country's export, especially through promotion of oil-seeds and sugar cane products, as well as agro-processing of dairy, maize, wheat, horticulture and pulses;</li> <li>▪ develop a conducive environment for youth, women, farmers and SMEs;</li> <li>▪ invest in supportive economic institutions and organizations to build the productive base of the economy, and</li> <li>▪ significantly strengthen skills, competencies and knowledge.</li> </ul>	SO2: Smallholder households access remunerative markets and services	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 5,500 smallholder households associated into newly formed and trained producer groups</li> <li>▪ Eight commodity platforms active and operationally self-sufficient</li> <li>▪ 8,250 smallholder households associated in newly formed and trained saving and credit groups</li> <li>▪ annual smallholder loan portfolio enabled by the projects surpassing USD 1.0 million</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 23,000 smallholder farmers trained in post-production, processing and marketing</li> <li>▪ 16,500 smallholder farmers trained in business and entrepreneurship (above orientation level)</li> <li>▪ 3 commodity platforms initiated and strengthened</li> <li>▪ 5 financial institutions participating in the project portfolio</li> </ul>	

## COSOP preparation process including preparatory studies, stakeholder consultation and events

### 1. Overview

The RB-COSOP 2010-2015 for Malawi expired in 2015. ESA management decided to use this as an opportunity to take stock of the results obtained and issues encountered by the country programme and to identify areas that deserve a scaling-up or a change. In short, a COSOP Completion Review and the design of a new RB-COSOP were initiated. In May 2015, FAO-TCI fact finding mission collected the results of IFAD investments that were implemented between 2010-2015, and obtained views of Government of Malawi and relevant stakeholders on the projects and IFAD's performance. As per IFAD's SECAP an in country assessment was carried out in August 2015. Its recommendations and results have been reflected in the final RB-COSOP. An overview of the main milestones of the RB-COSOP 2016-2022 design process can be obtained in Table 1 below.

Table 1: Milestones of the RB-COSOP 2016-2022 design process

Date	Purpose
June 2015	RB-COSOP completion mission
Aug 2015	SECAP in-country assessment
9 Sept 2015	1. In-country consultation
Feb 2016	Inception mission of FARMSE
28 April 2016	CPMT at IFAD HQ
9 and 11 August 2016	2. In-Country consultations
20 September 2016	RB-COSOP Approval
October 2016	RB-COSOP endorsement by Government
December 2016	Presentation to the Executive Board

### 2. RB-COSOP Completion Review

A RB-COSOP Completion Review (CCR) summarises the main results obtained by the IFAD project portfolio and non-project activities. The main findings were shared for discussion with the Government and other stakeholders at the 1. RB-COSOP consultation workshop held on 9 September in Lilongwe. The final draft CCR has been reviewed by GoM and IFAD management and is published together with the RB-COSOP 2016-2022.

The main comments raised refer to the need of a consistent monitoring and performance evaluation of projects, such as the recent review of the Rural Livelihood Support Programme, and the IFAD country programme to identify successful interventions and scale them up through larger investments and policies. IFAD is perceived as a leading institution for smallholder agriculture and thus, it is important development partner for government.

### 3. RB-COSOP Stakeholder Consultations

Four RB-COSOP consultations were held in Malawi. In September 2015, a workshop was organised with Government, private sector and NGOs to discuss the strategic positioning of IFAD with development partners. A second workshop was held with the Donor Committee for Agriculture and Food Security (DCAFS). A similar set up of two distinct consultations was chosen in August 2016 to present an advanced draft RB-COSOP to the same stakeholder groups in two separate meetings. The feedback received in all four meetings is summarized as follows.

Overall, the strategic objectives of the RB-COSOP were endorsed as very relevant. It was suggested that the RB-COSOP would cover 2016-2022. The alignment with relevant policies was commended and updates were provided as regards to the Malawi Growth

and Development Strategy III, and the National Climate Change Investment Plan, which will guide the design and implementation of forthcoming projects. Besides policy dialogue, the RB-COSOP consultations enable forward planning and harmonization with strategies and investments by other DPs. It was suggested that IFAD should be more engaged in policy dialogue, given its specialization in smallholder agriculture. A permanent country presence would be helpful in this regard and most welcomed.

For the RB-COSOP 206-2022, it was suggested that emphasis should to be placed on value chain development, alongside support to farmer organizations, diversification to food and cash crops that a market value, e.g. potato and legumes. Interventions to support food and nutrition security are important and should be mainstreamed. Irrigation is key to enhance smallholder production and climate change resilience among smallholders. IFAD should invest in smallholder irrigation and link these to remunerative markets (like it is design for PRIDE) while other DPs are supporting road infrastructure. In the same vein, climate proofing of existing infrastructure and irrigation schemes should be considered. Private sector would benefit to better understand how they could engage with IFAD-funded projects.

Good Agricultural Practice (GAP) and diversification needs to be promoted and linked too value chains. There is a need for re-focus of agricultural extension on GAPs, marketing and climate adaptation. More resources and a diversification of extension service approaches is needed to render services to farmers more efficiently. The latter will require also developing opportunities to increase farmers' access to inputs and services. Communities require incentives and technical support to carry out NRM related activities. The meeting endorsed that support to smallholders' access to financial services is important for smallholders to effectively participate in value chains and expand their production and business. Improved access to rural financial services was already included in the previous RB-COCOP 2010-2015, but not supported by a project. A concept note for the FARMSE project was prepared in February 20-16 (see Appendix VIII). It should be linked with existing rural finance projects such as those supported by USAID and GIZ.

Finally, start-up delays of projects is reported to be a frequent issue and close start-up support will be required during the first few months or year of a project.

Institutions met during the COSOP preparation process include:

<p><b>Government of Malawi</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministry of Finance, Economy and Development Planning</li> <li>• Ministry of Agriculture, Irrigation and Water Development</li> <li>• ASWAp Secretariat</li> <li>• Ministry of Local Government and Rural Development</li> <li>• Ministry of Natural Resources, Energy and Mining</li> <li>• Ministry of Fisheries</li> <li>• National Youth Council</li> </ul>	<p><b>Civil Society Organizations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• National Smallholder Farmers' Association of Malawi (NASFAM)</li> <li>• Total Land Care (TLC)</li> <li>• AGRA</li> <li>•</li> </ul> <p><b>Private Sector</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Export &amp; Trading Company</li> </ul>
<p><b>Development Partners</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• The World Bank</li> <li>• EU</li> <li>• WFP</li> <li>• UNDP</li> <li>• FAO</li> <li>• AfDB</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USAID</li> <li>• Flanders/Belgium</li> <li>• Norway</li> <li>• Denmark DFID/UK</li> <li>• GIZ/Germany</li> <li>• JICA</li> <li>• Ireland</li> </ul>

#### 4. CPMT consultations

The COSOP was developed under active participation of the in-house CPMT, drawing on IFAD's diverse technical expertise. A CPMT was held in 28 April 2016, to brief CPMT members on current status and to obtain feedback on the draft RB-COSOP. The final draft RB-COSOP was shared in August 2016 to prepare for the review by the OSC.



# Natural resource management and climate change adaptation: Background, national policies and IFAD intervention strategies

## Republic of Malawi Social, Environmental and Climate Assessment Preparatory Study Main Findings

### Background

The International Fund for Agricultural Development (IFAD), in collaboration with counterparts in the Government of Malawi (GoM), has prepared this Social, Environmental and Climate Assessment Preparatory (SECAP) Study to provide the analytical underpinning necessary to ensure environmental and social sustainability and climate adaptability in its country programme in Malawi. The SECAP Study supports the development and decision-making process for IFAD's new Results-Based Country Strategic Opportunities Programme (RB-COSOP) for Malawi, 2016 – 2020, and establishment of outcome-driven national development strategies and systems that address sustainable environmental and natural resources management (ENRM), promote greater social equity in rural communities and encourage appropriate measures for adaptation to, and where feasible, mitigation of climate change (CC), as reflected in the Government's existing sustainable national development policies, environmental action plans and climate change strategies.

### Main environmental, social and climate change challenges

Based on the SECAP Study team's review of the available documentation and discussions with key stakeholders at the national, district, and local levels, the team identified the following as the principal environmental, social and climate change issues and priorities for the SECAP Study to focus on.

- Land degradation. The increasing degradation of land resources, particularly forested and arable lands in the critical catchments and watersheds across the country, resulting from continuous cultivation on the same land, encroachment into marginal land and protected areas, deforestation, soil erosion and loss of soil fertility, was consistently identified by stakeholders as a priority concern<sup>23</sup>.
- Pressure on its land resources. Being one of the most densely populated countries in continental Africa, Malawi faces more pressure on its land resources now than ever before. Given the high number of births per woman the population will continue to increase steadily.
- Deforestation. Closely linked to land degradation, the increasing loss and degradation of forest resources, particularly around rural villages and in upper catchments and watersheds, was also identified as a priority concern<sup>24</sup>.
- Loss of forest and fisheries biodiversity. Invasive fish species, overfishing of lake fisheries, coupled with the loss of fisheries habitat, and the overcutting of forest resources, threatening the rich biodiversity of these resources, was also recognized as a priority concern<sup>25</sup>.
- Impacts of climate change and variability. The perceived impacts on rural food security and livelihoods dependent on natural resources of climate change (increasing occurrence of extreme weather events) and variability

<sup>23</sup> National Action Programme for the United Nations Convention to Combat Desertification (2001), Malawi State of Environment and Outlook Report (2010), Second National Communication (2011), Climate Change Vulnerability Assessment (2013).

<sup>24</sup> Ibid.

<sup>25</sup> National Biodiversity Strategy and Action Plan (2006), *Ibid.*

- (unpredictability of temperature and precipitation), particularly in fragile catchments and watersheds, were often raised as a priority concern<sup>26</sup>.
- Water scarcity/stress. The increasing reduction in surface water resources (perennial rivers becoming seasonal) in catchments and watersheds across the country and resulting threats to groundwater resources were consistently a priority concern<sup>27</sup>.

#### Analysis of strategic orientation for the RB-COSOP

IFAD's past RB-COSOP, developed in 2009 to cover the period from 2010-2015, focused on improving access for the poor in rural communities to appropriate technologies and services for sustainable NRM and increasing access to sustainable agricultural input and produce markets. To some extent, the IFAD portfolio developed under this RB-COSOP has addressed these environmental, social and climate concerns.

Despite these indications of progress in addressing environmental, social and climate concerns under the past RB-COSOP, there remain opportunities for improving the performance of IFAD's country programme in these areas under the new RB-COSOP. The Mid-Term Review of the current RB-COSOP performed in 2013 found that the design of the new programmes (RLEEP and SAPP) reflected the RB-COSOP's strategic objectives, but it presented less than convincing evidence that these programmes effectively incorporated measures to ensure sustainable NRM, social equity CC risk management and adaptation. In fact, one of the key conclusions of the RB-COSOP Mid-Term Review and Scaling-up Workshop held in Lilongwe in March 2013 was that "Implementation and management of the RB-COSOP are generally satisfactory but improvements can be made in key areas of capacity enhancement and technical and environmental risk management".<sup>28</sup>

The new RB-COSOP launched in 2016, should renew IFAD's commitment to addressing Malawi's priorities in ENRM, social equity and CC adaptation/ mitigation in rural areas. This SECAP Study is designed to ensure that these considerations are mainstreamed into IFAD's new RB-COSOP and its subsequent country programme. To this end, the SECAP Study proposes a strategic objective addressing these priorities to guide the overall strategic orientation of the new RB-COSOP.

#### SECAP strategic objective

Promote an integrated catchment restoration and management approach in the future country programme – in order to ensure priorities in environmental sustainability, rural social equity and climate adaptation/mitigation are effectively integrated into the strategic objectives of the forthcoming RB-COSOP.

- Transition from traditional sectoral project approaches (i.e. agriculture, irrigation, access to markets/financial services) to a holistic landscape approach to country programme interventions;
- Incorporate appropriate social, environmental and climate change measures consistent with IFAD's mandate to address poverty reduction and food insecurity in rural areas; and
- Ensure implementation at the full catchment level on a community-driven basis involving the range of stakeholders and civil society organizations.

The integrated catchment restoration and management approach the SECAP Study recommends is intended to push IFAD's interventions to address Malawi's environmental, social and climate priorities in a more holistic and landscape-based manner. The extensive land degradation the SECAP team witnessed in the catchments it visited demands a holistic intervention that addresses the particular social, environmental

<sup>26</sup> Ibid.

<sup>27</sup> Ibid.

<sup>28</sup> IFAD, "Aide-Memoire of the RB-COSOP Midterm Review and Scaling-up Workshop," in *Country Strategic Opportunities Programme (RB-COSOP) Midterm Review* (Rome: IFAD, November 2013), appendix 1, p. 22.

and climate conditions in the broader landscape. These degraded catchments require restoration first and foremost in order to properly renew their environmental functions and then they need integrated land and water management from top to bottom in order to maintain their environmental services. This will require integrating conservation of the forest resources protecting the water source at the top of the catchment with more efficient, climate-smart management of the water resources once they reach the agricultural lands at the bottom of the catchment. This landscape approach is fully consistent with promoting ecosystem resilience identified in the Policy Priority Area for Climate Change Adaptation in Malawi's National Climate Change Policy (2015) and with the Integrated Watershed Management Programme identified as one of the priority climate change adaptation investments in the National Climate Change Investment Plan (2013-2018)<sup>29</sup>.

The transition from traditional sectoral project approaches is critical to addressing these priorities because it is apparent to the SECAP team that IFAD's agriculture, irrigation and market/financial access project approaches cannot fully meet the diverse combination of challenges (natural resource conservation, income-generation, climate adaptation) that exist in most rural areas. As successful as these sectoral projects have been, their narrow sectoral focus and limited scope target specific concerns and will never be able to deal with the multi-layered challenges all the catchments face. For example, the SAPP has been successful in introducing conservation agricultural practices to smallholder farmers in its project areas, but it stops short of addressing critical upstream threats to the water sources smallholder farmers depend on.

The catchment approach will allow IFAD to incorporate the range of appropriate environmental, social and climate change measures to address priorities in a holistic manner while targeting poverty reduction and food insecurity in rural areas. For example, the environmental measures would almost certainly include investments in catchment restoration, integrated water resources management, and soil and water conservation (e.g. contour ridging, agroforestry and water harvesting), as well as technical support for climate-smart agricultural practices, environmental monitoring, and institutional strengthening for NRM/catchment committees<sup>30</sup>. The social measures should include promotion of off-farm income generation through alternative livelihoods (e.g. linking aquaculture to irrigation schemes where feasible; promoting household livestock husbandry, particularly small animals, ruminants; and developing beekeeping operations for honey production where the market allows), access to financial services and agricultural markets. Climate measures should include investigating the feasibility of alternative (renewable) energy sources and technologies for cooking and brick making at the village level<sup>31</sup>, promoting afforestation, reforestation and vegetation cover as part of catchment restoration<sup>32</sup>, and improving climate monitoring at the district and village level along with the dissemination of critical climate information to smallholder farmers on a regular basis.

Finally, the stakeholders who attended the mission's public consultation in Lilongwe strongly endorsed the SECAP team's catchment approach, emphasizing the importance of ensuring implementation at the full catchment level on a community-driven basis. This would involve the range of stakeholders and civil society organizations in planning, designing, implementing and monitoring any IFAD intervention in the catchment and build on the existing institutional arrangements at the district, area and

---

<sup>29</sup> Ministry of Environment and Climate Change Management, *National Climate Change Policy* (Lilongwe, 2015), 14; and *National Climate Change Investment Plan (2013-2018)* (Lilongwe, 2013), 6-8 (Lilongwe: Government of Malawi, Ministry of Environment and Climate Change Management).

<sup>30</sup> These measures are consistent with the investments for "Improving Climate Change Community Resilience through Agriculture Production," described in the *National Climate Change Investment Plan (2013-2018)*, 8-9.

<sup>31</sup> These are among the specific objectives of the "Enhancing Energy-Saving Technology Programme," identified as a priority climate-change mitigation investment in the *National Climate Change Investment Plan (2013-2018)*, 13.

<sup>32</sup> These are among the climate mitigation investments for "Enhancing Reduction of Emissions from Deforestation and Forest Degradation (REDD+)," in the *National Climate Change Investment Plan (2013-2018)*, 11-13.

village levels (e.g. District Council, District Executive Committee (DEC), Area and Village Development Committees). This is consistent with the institutional arrangements and implementation plan described in the National Climate Change Policy (2015) and follows the decentralization structure described in the National Climate Change Investment Plan (2012 – 2018).

In addition, this SECAP Strategic Objective should ensure that the new RB-COSOP will contribute to the objectives of United Nations in Malawi as expressed by the United Nations Development Assistance Framework (UNDAF)<sup>33</sup>. The UNDAF provides a comprehensive framework and approach for coordinating United Nations collaboration with the GoM. The new RB-COSOP should be consistent with and contribute to the first of the four UNDAF priorities areas identified, i.e. "National policies, local and national institutions effectively support equitable and sustainable economic growth and food security by 2016". This priority area includes promotion of improved management and conservation of natural resources in the context of rapid and debilitating climate change.

#### Proposed priority strategic actions

Pursuant to the SECAP strategic objective proposed above for reorientation of the new RB-COSOP, the SECAP Study also identifies a number of concrete actions for the RB-COSOP preparation team to consider in its work. These actions obviously build on the SECAP strategic objective and should be viewed as initial ideas for implementation of the strategic objective. The new RB-COSOP will identify a number of new strategic objectives based on IFAD's experience in implementation of the current RB-COSOP, changing circumstances/needs in the agricultural sector of Malawi, priorities identified by the GoM and IFAD's particular niche and comparative advantage in Malawi. In order to ensure that the SECAP strategic objective informs these new RB-COSOP strategic objectives, the SECAP Study recommends the below actions for the RB-COSOP team to consider.

Ensure that the RB-COSOP strategic objectives promote, to the extent practicable, a catchment restoration and management approach in the future country programme:	Next steps
The new RB-COSOP should target interventions that involve the restoration/management of critical catchments in priority areas of the country. Such interventions should promote an appropriate mix of sustainable ENRM investments, social equity measures and climate-smart agricultural practices. These interventions are meant to sustain IFAD's projects over time by assuring enough water flow, soil fertility and community adoption of sustainable activities.	Formulate new projects/ programmes that target critical catchments to promote integrated restoration/management investments/practices.
A useful tool for identifying critical catchments to target is the new National Irrigation Master Plan (2015), which identifies priorities for irrigation development based on a detailed screening and selection process that considers such factors as: water resource areas, livelihood zones, soil suitability, land use, climate and agro-climatic zones, surface and groundwater hydrology, cropping patterns and seasonality of water demand. The top 30 irrigation schemes identified in the Master Plan provide a starting point for looking at critical catchment opportunities for using the holistic landscape approach recommended by the SECAP Study to promote integrated restoration and management of the catchment, along with economic and social development and reduction of poverty and food insecurity.	Work with the MoAIWD Departments of Irrigation and Land Resources and Conservation, and the Environmental Affairs Department of MoNREM to identify priority catchments for future IFAD interventions.
Malawi has not yet developed an environmental/climate impact hot-spot strategy for setting priorities. The Integrated Watershed	Work with the Environmental Affairs Department to

<sup>33</sup> Government of Malawi/United Nations Country Team, *United Nations Development Assistance Framework in Malawi 2012-2016* (Lilongwe, 2011).

Ensure that the RB-COSOP strategic objectives promote, to the extent practicable, a catchment restoration and management approach in the future country programme:	Next steps
Management Programme in the National Climate Change Investment Plan (2013 – 2018) does not identify watershed “hot spots” for priority attention in adaptation investments. The RB-COSOP team should investigate using ASAP and/or GEF financing to develop a catchment “hot spot” strategy and then scale up successful climate-smart projects in priority areas, taking advantage of the investments and training that the communities have already received under IFAD interventions.	develop a “hot spot” strategy for identifying priority catchments for scaling-up with IFAD interventions.

### Proposals for activities to access GEF, ASAP and other sources of funds

The SECAP team recognizes that the IFAD country programme to be developed under the new RB-COSOP may not be able to address all of the environmental, social and climate priorities of the GoM and that some sources of external financing offer opportunities for discrete support to smallholder farmers, i.e. the Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (ASAP), and for environmental issues of global significance, i.e. the Global Environment Facility (GEF). The SECAP Study proposes several actions eligible for external financing for the RB-COSOP team to consider.

#### SECAP Strategic Actions for Supplemental Financing

Consider supplemental financing for discrete priorities to support IFAD interventions:	Next steps
<p>The new RB-COSOP should seek supplemental financing, where appropriate, for relevant SECAP activities from ASAP, GEF, and Green Climate Fund (GCF) sources.</p> <p>Both the National Climate Change Policy (2015) and the National Climate Change Investment Plan (2013 – 2018) target promotion of alternative (renewable) energy sources for fuel wood for cooking in order to (i) relieve the pressure on forests from fuel wood production and (ii) reduce exposure to indoor air pollution. A range of alternatives, including solar and micro-hydroelectric power and fuelwood saving cooking stoves among others, need to be evaluated for their feasibility in rural areas. GEF financing under its climate change mitigation focal area may present opportunities to demonstrate the feasibility of alternative energy sources in the Malawian context. An example of such a GEF project is UNDP’s “Increasing Access to Clean and Affordable Decentralized Energy Services in Selected Vulnerable Areas of Malawi,” approved in 2014.</p> <p>Catchment committees will soon be created through the 2015 Water Act. ASAP and GEF funding could help strengthen these new institutions through appropriate training and have them as focal point for IFAD’s work at catchment level.</p> <p>Aquaculture has significant potential in Malawi both for providing smallholder farmers with alternative income generation and for supplying them with a source of protein to meet their food security and nutritional needs. For this reason, the Fisheries Master Plan (2012) identifies increased aquaculture production and productivity as a strategic priority for Malawi. The Master Plan includes a Fish Farming Community Livelihood Programme, whose objective is “to develop a self-supporting rural fish farming development model that improves integrated livelihoods of rural small-holder farmers.” IFAD has extensive experience in sub-Saharan Africa with inland fisheries and aquaculture programmes benefiting the rural poor. The RB-COSOP team should investigate</p>	<p>Identify appropriate activities for GEF, ASAP and GCF financing.</p> <p>Work with GEF focal point in the Environmental Affairs Department and GEF counterparts to evaluate opportunities for GEF financing for demonstrating alternative energy sources in rural Malawi.</p> <p>Work with the Department of Water Resources and Department of Land Resources and Conservation, reinforcing efforts to coordinate at national level.</p> <p>Work with the Department of Fisheries to evaluate the potential for supporting a fish farming community livelihoods programme linked to other IFAD interventions.</p>

Consider supplemental financing for discrete priorities to support IFAD interventions:	Next steps
<p>opportunities for benefiting smallholder farmers by developing an aquaculture project with ASAP financing.</p> <p>Climate change projections for Malawi indicate a future decline in maize yields and yet smallholder farmers prefer to use the non-hybrid varieties of maize, which are less resilient to CC impacts. Maize is the staple crop for smallholders and continues to be the principal crop promoted by IFAD interventions in Malawi (e.g. PRIDE). Because climate change impacts will increasingly threaten the sustainability of maize harvests in the future, IFAD will need to promote crop diversification and raise farming community awareness through training on this issue. The RB-COSOP team should consider ASAP financing for this sort of climate adaptation and awareness raising, perhaps in the context of the new PRIDE.</p> <p>Deforestation for charcoal production is one of the main drivers of catchment degradation. Urban demand for charcoal, increasing population pressures and lack of alternative lucrative livelihoods are all exacerbating the problem. Because IFAD's mandate will not allow it to address the urban demand for charcoal directly, IFAD should consider mechanisms for collaboration with another development partner, an international NGO or a UN organization, in addressing this issue. The RB-COSOP team should consider a partnership where IFAD would address forest protection issues in rural areas while the partner would address alternative energy sources to suppress urban demand for charcoal. IFAD's role would involve promoting alternative livelihoods, like beekeeping for honey production or small poultry through the involvement of the private sector (e.g. National Smallholder Farmers' Association of Malawi) or PPPS for creation of cooperatives, improved access to markets and training on business practices.</p> <p>Other activities aimed at addressing deforestation and catchment degradation to ensure adequate water flows and soil fertility include: reforestation, promotion of natural regeneration of forests, forest conservation through beekeeping, environmental committees and community trainings, training on sustainable agricultural practices (agroforestry, conservation agriculture, river bank buffer zones, among others). It is extremely important to link these activities to appropriate incentives (see point above on alternative livelihoods) for smallholder farmers to ensure adoption, ownership and sustainability over time.</p>	<p>Work with the Ministry of Agriculture, Department of Extension, to develop an appropriate outreach programme on maize for smallholder farmers.</p> <p>Work with appropriate development partners (e.g. UNDP, AfDB, bi-laterals) to develop an urban/rural alternative (renewable) energy project.</p> <p>Work with catchment committees and identify appropriate GoM department at national level, e.g. Land Resources and Conservation or Water Resources (which created the catchment committees) in MoAIWD. Work with private sector and extension workers to sustain farmers in their new alternative livelihoods activities.</p>

## Country at a glance

	1990	2000	2014
<b>World view</b>			
Population, total	9 408 998.00	11 193 230.00	16 695 253.00
Population growth (annual %)	3.64	2.81	3.07
Surface area (sq. km)	118 480.00	118 480.00	118 480.00
Population density (people per sq. km of land area)	99.80	118.72	177.08
Poverty headcount ratio at national poverty lines (% of population)	..	..	..
Poverty headcount ratio at \$1.90 a day (2011 PPP) (% of population)	..	..	..
GNI, Atlas method (current US\$)	1 723 154 381.28	1 749 386 104.80	4 180 017 557.67
GNI per capita, Atlas method (current US\$)	180.00	160.00	250.00
GNI, PPP (current international \$)	3 223 221 817.69	5 556 706 483.83	13 166 102 554.42
GNI per capita, PPP (current international \$)	340.00	500.00	790.00
<b>People</b>			
Income share held by lowest 20%	..	..	..
Life expectancy at birth, total (years)	43.77	44.08	..
Fertility rate, total (births per woman)	7.00	6.25	..
Adolescent fertility rate (births per 1,000 women ages 15-19)	176.36	161.42	136.97
Contraceptive prevalence (% of women ages 15-49)	..	30.60	..
Births attended by skilled health staff (% of total)	..	55.60	..
Mortality rate, under-5 (per 1,000)	242.40	174.40	66.90
Prevalence of underweight, weight for age (% of children under 5)	..	21.50	16.70
Immunization, measles (% of children ages 12-23 months)	81.00	73.00	85.00
Primary completion rate, both sexes (%)	28.21	65.24	..
Gross enrolment ratio, primary, both sexes (%)	71.04	137.54	..
Gross enrolment ratio, secondary, both sexes (%)	16.13	32.05	..
Gross enrolment ratio, primary and secondary, gender parity index (GPI)	0.81	0.93	..
Prevalence of HIV, total (% of population ages 15-49)	8.80	16.60	10.00



Source: The World Bank database

	1990	2000	2014
<b>Environment</b>			
Forest area (sq. km)	38 960.00	35 670.00	..
Terrestrial and marine protected areas (% of total territorial area)	15.02	16.47	..
Annual freshwater withdrawals, total (% of internal resources)	..	..	..
Improved water source (% of population with access)	42.50	62.50	88.40
Improved sanitation facilities (% of population with access)	29.30	34.30	40.60
Urban population growth (annual %)	6.42	3.42	4.06
Energy use (kg of oil equivalent per capita)	..	..	..
CO2 emissions (metric tons per capita)	0.07	0.08	..
Electric power consumption (kWh per capita)	..	..	..
<b>Economy</b>			
GDP at market prices (current US\$)	1 880 784 191.81	1 743 506 287.42	4 258 033 615.30
GDP growth (annual %)	5.69	1.58	5.70
Inflation, GDP deflator (annual %)	10.66	30.53	20.95
Agriculture, value added (% of GDP)	45.00	39.54	33.31
Industry, value added (% of GDP)	28.89	17.92	17.04
Services, etc., value added (% of GDP)	26.11	42.54	49.65
Exports of goods and services (% of GDP)	23.78	25.60	45.79
Imports of goods and services (% of GDP)	33.42	35.33	56.12
Gross capital formation (% of GDP)	23.04	13.56	15.37
Revenue, excluding grants (% of GDP)	..	..	..
Cash surplus/deficit (% of GDP)	..	..	..
<b>States and markets</b>			
Time required to start a business (days)	..	..	38.00
Domestic credit provided by financial sector (% of GDP)	..	..	..
Tax revenue (% of GDP)	..	..	..
Military expenditure (% of GDP)	1.29	0.67	1.21
Mobile cellular subscriptions (per 100 people)	-	0.43	30.50
Internet users (per 100 people)	-	0.13	5.83
High-technology exports (% of manufactured exports)	0.09	2.03	..
Overall level of statistical capacity (scale 0 - 100)	..	..	75.56
<b>Global links</b>			
Merchandise trade (% of GDP)	52.74	52.25	102.09
Net barter terms of trade index (2000 = 100)	148.24	100.00	..
External debt stocks, total (DOD, current US\$)	1 556 812 000.00	2 719 222 000.00	1 637 225 000.00
Total debt service (% of exports of goods, services and primary income)	29.31	13.50	4.19
Net migration	..	..	..
Personal remittances, received (current US\$)	..	746 886.19	38 487 244.44
Foreign direct investment, net inflows (BoP, current US\$)	23 300 000.00	25 999 996.36	715 693 148.19
Net official development assistance and official aid received (current U	500 360 000.00	446 110 000.00	..

Source: World Development Indicators database



Total area	11,848 km <sup>2</sup> (including lakes)
Land area	9,408 km <sup>2</sup>
Lake area	2,440 km <sup>2</sup>
Protected areas (national parks, forests and game reserves)	1.7 m. ha, 18 per cent of land area
Land available for agriculture	7.7 m. ha, 82 per cent of land area
Estimated land under estates	1.2 m. ha, 13 per cent of land area
Land available for smallholders	6.5 m. ha, 69 per cent of land area
Average land holding size	1.2 ha per household
Land area suitable for rain-fed agriculture	31 percent of land area
Land suitable for irrigation	90,000 ha
Land under irrigation	40,000 ha
Lakes	Malawi, Chilwa, Chiuta, Malombe, Kazuni
Forest areas (indigenous and plantation) Forest reserves (88)	3.3 m. ha, 36.0 per cent of land area
National parks (5)	Nyika National Park, Lake Malawi National Park, Kasungu National Park, Liwonde National Park, Lengwe National Park
Wildlife reserves (4)	Vwaza Marsh Wildlife Reserve, Nkhotakota Wildlife Reserve, Majete Wildlife Reserve, Mwabvi Wildlife Reserve

Source: GoM, State of the Environment, National Biodiversity Strategy (2015)

## Fiduciary summary of country portfolio

## FIDUCIARY SUMMARY OF COUNTRY PORTFOLIO – September 2016



COUNTRY		Malawi				
Project	Financing instrument	FLX Status <sup>(1)</sup>	Lending Terms	Currency	Amount (million)	Completion date
RLEEP	G-I-DSF-8013-	DSBL	DSF HC GRANTS	XDR	4.95	30/12/2017
RLEEP	L-I--738-	DSBL	HIGHLY CONCESSIONAL TERMS 0.75 pc	XDR	5.35	30/12/2017
SAPP	G-I-DSF-8092-	DSBL	DSF HC GRANTS	XDR	14.25	30/03/2021
SAPP	G-I-DSF-8092-A	EXPD	DSF SELF-STANDING GRANTS	USD	0.60	30/03/2014
SAPP	L-I--854-	DSBL	HIGHLY CONCESSIONAL TERMS 0.75 pc	XDR	14.65	30/03/2021
PRIDE	200000144800	APPR	ASAP GRANTS	XDR	5.15	Project approved Dec 2015. Not entered into force yet pending Parliamentary approval
PRIDE	200000144900	APPR	DSF HC GRANTS	XDR	19.35	
PRIDE	200000145000	APPR	HIGHLY CONCESSIONAL TERMS 0.75 pc	XDR	19.30	

(1) APPR – SIGN – ENTF – DISB – EXPD - SPND

<b>CURRENT LENDING TERMS</b>	DHC: 50% grant/50% HC loan
------------------------------	----------------------------

**A. INHERENT RISK (TI, PEFA relevant extracts)**

(2) High risk = 0 – 30; Medium risk = 31 – 65; Low risk = 66 and above.

(3) High risk = 0 – 3; Medium risk = 3.1 – 4.0; Low risk = 4.1 – 10.

**Comments:**

Transparency international I Corruption Perceptions Index 2015 rating was 3.1, the same as in 2012. Current ranking is 112 out of 168 countries.

In the 2016 World Bank's Ease of Doing Business Report, Malawi is ranked 141th out of 189 countries, compared to 144th position in the previous survey, showing a slight positive trend.

In the Mo Ibrahim index of African Governance issued in 2015 Malawi is ranked 17th out of 54 countries, scoring 57 points out of 100 (no change since 2011).

The March 2016 World Bank Report No.: 103060 "Project Performance Report in Malawi" noted that the limited compliance with the PFM legal framework and internal controls posed a high risk to the development objectives at project end. An example of risks materializing is the embezzlement of about US\$32 million known as the "cash gate" scandal [which resulted from the misuse of the national Integrated Financial Management System(IFMIS)] and led donors to temporarily suspend development assistance. Regarding civil service reform, the number of public servants has increased rapidly over the evaluation period raising questions about the sustainability of the overall public wage bill.

Further, significant loopholes in the Human Resource Management Information System (HRMIS) internal control environment remain, which pose risks and undermine the effectiveness of the system.

The latest Public Expenditure and Financial Accountability (PEFA) report was prepared in March 2011 by the World Bank. The report suggested that overall, there was something of a deterioration in Public Financial Management performance since 2008 (the date of the previous report). This change was most marked in the areas of budget credibility; accounting, recording and reporting;

and external scrutiny and audit. There was, however, improvement in comprehensiveness and transparency. **Overall, the inherent risk is Medium.**

## B. PORTFOLIO, FM RISK & PERFORMANCE

Project	Financing instrument	Curr.	Amount (million)	Project risk rating	PSR quality of FM	PSR audit	PSR disb. rate	Disbursed to approved
RLEEP	G-I-DSF-8013-	XDR	4.95	L	4	5	4	87 %
RLEEP	L-I--738-	XDR	5.35	L	4	5	4	92 %
SAPP	G-I-DSF-8092-	XDR	14.25	H	4	5	3	41 %
SAPP	G-I-DSF-8092-A	USD	0.60	H	4	5	3	55 %
SAPP	L-I--854-	XDR	14.65	H	4	5	3	40 %
PRIDE	200000144800	XDR	5.15	M (*)	N/A	N/A	N/A	0 %
PRIDE	200000144900	XDR	19.35	M (*)	N/A	N/A	N/A	0 %
PRIDE	200000145000	XDR	19.30	M (*)	N/A	N/A	N/A	0 %

(\*) For PRIDE the Project risk rating was assessed at design but implementation has not yet started.

### Comments:

RLEEP: Though commendable, the disbursement rate compares unfavorably with the expected rate of 88% in the 7th year of implementation, largely resulting from late Programme start-up. The 2015/16 AWPB has had a commendable overall disbursement performance rate of 85%.

SAPP disbursement improved by 100% in one year basically because of the efforts made by IFAD team to set more smooth flow of funds (i.e. Designated account in a commercial bank rather than in the Central Bank) and the commencement of the Implementation Fast Track Action Plan (IFAP); the Financial Management PSR score improved from 3 to 4 and disbursement score from 2 to 3. SAPP is still struggling in the implementation of the TOMPRO accounting software and are still using Excel for financial accounting which that cannot guarantee accuracy and the integrity of the bookkeeping. The other deficiency is a lack of adequate experience on the part of the Financial Management team. There is a major gap in financial planning, monitoring and reporting. The FM internal controls and checks of the main implementing partner are weak. Due to the above mentioned aspects, the risk continues to be rated high.

## C. SUMMARY – APPROVED AND DISBURSED AMOUNTS

### APPROVED AMOUNTS (PBAS)

USD million <sup>(4)</sup>	2010 - 2012 (IFAD8)	2013 - 2015 (IFAD9)	2016 - 2018 (IFAD10)	Notes
PBAS allocation	Not Available in GRIPS	39.28	42.35	Original approved allocations, not those revised (as per GC 33/L.6, GC 36/L.8/Rev.1 and GC 39/L.4)
Amount approved	46.26	60.09	0.00	Indicative amounts as per President's Reports

(4) Source = GRIPS.

### DISBURSEMENTS BY FINANCING SOURCE

USD million equivalent disbursed during the period <sup>(5)</sup>	2010 - 2012 (IFAD8)	2013 - 2015 (IFAD9)	2016 - 2018 (IFAD10)	Cumulative undisbursed balance <sup>(6)</sup>
IFAD financing	13.32	20.77	6.38	79.49
ASAP	0.00	0.00	0.00	7.20

(5) Historical total disbursed, in USD. Source = Oracle Business Intelligence.

(6) At 08/09/2016 IMF exchange rate. Includes financing instruments in approved, effective, signed and disbursable status.

**D. AUDIT**

The audit performance in Malawi is rated as satisfactory. The statutory audit is up-to-date with the audit of 2014/15 having been carried out by the private firm of AG Global. The future audits will be carried out by the Auditor General of the Republic of Malawi starting with the audit of the financial year 2015/2016 as per the IFAD-financed INTOSAI Development Initiative (IDI) Grant; IFAD has financed a capacity-building grant to the IDI to enhance Supreme Audit Institution of Malawi .

**E. SUPERVISION**

RLEEP: financial management is moderately satisfactory. The accounting software used is ACCPAC. The key issues requiring considerable improvement are: the Special Programme Account requires better management in terms of imprest accounts being cleaned up for earliest accountability; and there is lack of in-depth supervision, review, scrutiny and management oversight of the Grant expenditures.

SAPP: On the positive side the implementation has progressed during the last 12 months. In order to accelerate implementation, the Government of Malawi and IFAD developed an Implementation Fast Track Action Plan and installed a Transitional Programme Coordination Team (TPCT). The capacity at TPCT and the hiring of the NGO Total Land Care (TLC) appears adequate and reporting appears credible and accurate. The capacity of the financial controller under TPCT is enhanced with counterpart accountants at the Ministry's headquarters and in the programme districts. The TOMPRO accounting software been installed and expansion of its full use is continuing. However, its implementation, the finalization of the accounting procedures and accounting manual are still pending. The financial procedures need to be updated to reflect implementation changes and improved financial monitoring and reporting templates.

**F. DEBT SERVICING**

No issues on debt services and payments.

**G. COMMENTS ON COSOP / CONCEPT NOTE****COSOP**

- Probably it is needed to highlight the fact that generally Beneficiary contributions are not always captured in the financial statements of the ongoing Projects and Programmes.
- It would be helpful to highlight the liquidity issues experienced by the Projects mainly due to the set flow of funds, in particular:
  - in the case of RLEEP, the problem was that the USD-denominated Special Account was originally at the Reserve Bank of Malawi (RBM) from where funds were released into the Kwacha-denominated holding account, still at the RBM. Once these funds had been communicated as being available the Programme could make payments against them from their Kwacha-denominated operating account at Standard Bank. Delays occurred in this release process and in the communication back to RBM notifying them that the holding account should be reduced for expenditures incurred. The Programme felt that it could raise a new withdrawal application for replenishment of funds until the holding account reflected the reduced balance. Consequently, the Programme's liquidity problem was masked. Moving the Special Account to a commercial bank resolved this issue.
  - For SAPP, The USD-denominated Designated Account for IFAD financing was defined in the Financing Agreement as being the Reserve Bank of Malawi (RBM). Funds flowed into holding accounts at the RBM for the Secretariat (PMU), the six districts and the five Agricultural Development divisions (ADD). Delays were experienced in the release of funds causing delays in procurement at the Secretariat and in implementation at field level. Again, switching the Designated Account to a commercial bank acceptable to IFAD resolved the problem. We could use those as lessons learned.
- Problems with Counterpart contribution, including VAT exemption, which affected the implementation of activities.
- It would be useful to mention that IFAD Projects in Malawi have in the past used the non-allowed practice of cross-financing; this shall be avoided in future Projects. Meantime this is linked to liquidity problems which, as already stated, have to be clearly addressed in the new designs.

**CONCEPT NOTE**

- Provide accurate analysis on the process of the grants facility, in particular how the grantees will be selected and how the monitoring will be assured
- Internal Audit: highlight the importance of having a structured internal audit, try to explore if the Ministry's internal auditors can carry out periodical missions sharing the reports with IFAD, in this case an assessment of the internal audit structure and capacities is recommended. It is also suggested, should national capacity be lacking, to create an internal control unit which will be used for all IFAD Projects and Programmes in Malawi.
- Flow of Funds: It would crucial for smooth disbursement to avoid the problems experienced in the past (see. Point above "Flow of Funds") and then having the Special/Designated Account in a commercial bank rather than in the Central Bank.
- FM Software – it is crucial to emphasize the necessity for FARMSE to be provided with an efficient FM software; try to capitalize previous Projects' experience with the different FM software used (i.e. TOMPRO and ACCPAC).
- Introduce, explore and encourage the possibility of adopting a shared back office in a Single Project Implementing Unit for IFAD-financed activities.
- Audit: It is advisable to consult the Auditor General in order to confirm they can perform the annual external audit of FARMSE so that they can start the audit log from the beginning of the project and agree the specific Terms of Reference.

## Concept note

Date: April 04 2016

Concept Note:

MALAWI ; Financial Advancement for Rural Markets, Smallholders and Enterprise (FARMSE)

### Background

1. While the Malawian inclusive financial sector has enjoyed a decade of steady growth, rural areas remain substantially underserved. Those economically active rural poor that do have access to financial services are limited to basic savings and microcredit. Substantial savings, credit and other financial service demand are left unattended as a result.<sup>34</sup>

2. Untapped rural savings and loans represent a sustainable business opportunity for the formal financial sector (FFS). Given high transaction costs to financial services in rural areas, however, greater FFS market penetration requires an efficient means to aggregate savings and loans. Community Member-Based Financial Institutions (CMBFIs – e.g., village savings and loans associations, financial cooperatives, etc.) can provide this aggregation function while serving a great number of smallholder households in their own right. With modest innovations, CMBFI will link households and rural micro and small enterprise (MSEs) to the FFS.<sup>35</sup>

#### Selected Rural Finance Sector Statistics<sup>36</sup>

Rural Population (economically active = age 16+)	7.6 Million
Rural Population with Financial Services	3.1 Million
Rural Population with CMBFI Services	1.1 Million
Estimated Rural Savings Liquidity from CMBFIs annually - USD (assuming 20% of total CMBFI savings is liquid)	8.8 Million
MSEs with Access to Formal Credit	17%
High Achieving CMBFI Members/Enterprise	100,000 SMEs 130,000 farmers

3. While CMBFIs have grown from 6,000 to 73,000 groups and from 85,000 to 1.1 million members since 2008, modest innovations could improve impacts (e.g., better matching of dividend and savings models to household income/expense rhythms; establishing market-driven linkages with the FFS; and integrating non-farm and agricultural extension services).<sup>37</sup> Incentives to innovate CMBFIs could also benefit from Reserve Bank of Malawi (RBM) attention (e.g., simple registration, certification, etc.). Developing mobile money is also critical to rural financial service development, as the recent introduction of electronic wallets and fund transfer services showed initial promise but slowed due to agent cash liquidity challenges<sup>38</sup>.

4. Some financial interventions in agricultural value chains may also facilitate improvements to smallholder household welfare. Each chain has unique challenges, but promising development models suggest non-financial smallholder risk reduction interventions (e.g., contract farming, extension services, etc.) can lever improved access

<sup>34</sup> FinScope Consumer Survey Malawi (2014).

<sup>35</sup> M. Thom, B. Cooper, J. Gray, C. Denoon-Stevens, A. van der Linden and T. Tappendorf, *Making Access Possible: Malawi Country Diagnostic Report (MAP)* (New York: United Nations Development Programme, forthcoming), v.

<sup>36</sup> Sources: *ibid* 1 and 2 and project concept mission findings.

<sup>37</sup> *Ibid*.

<sup>38</sup> *Ibid* 2.

to financial services (e.g., input finance, guarantees, etc.). Well-structured chains such as tobacco have instructive models which have yet to be systemically introduced in less-structured value chains (e.g., Irish potato, legumes).

---

#### A. Possible Geographic Area of Intervention and Target Groups

---

5. Financial Advancement for Rural Markets, Smallholders and Enterprise (FARMSE) will be national in scope, targeting the economically active rural poor, specifically: rural households and on- and off-farm MSEs, and select value chains actors.

---

#### B. Justification and Rationale

---

6. The penetration of financial services to Malawi's rural areas is the lowest in the region. Over 50% of Malawians do not have access to financial service which limits their capacity to manage economic risk, smooth consumption, accumulate assets and invest in enterprise. Greater access will improve household welfare and support key Government of Malawi (GoM) objectives of improving economic growth and employment creation through MSEs and farmers. Through improved access to finance and increased income, FARMSE will meet IFAD's 2016-2022 RB-COSOP objectives that: (i) smallholder households become resilient to shocks, and (ii) smallholder farmers access remunerative markets and services. Through capacity building and policy engagement it will also support evidence-based policy engagement and scaling-up of development outcomes for positive rural transformation.

7. Efficiently aggregating credit and savings can create rural market opportunities for the FFS to serve rural smallholders and MSEs. Innovative CMBFIs should systemically link members to the FFS, and could support non-financial technical extension/enterprises services. IFAD has a recognized comparative rural finance and value chain advantage in Malawi with two recent on-the-ground experiences via RLEEP: CMBFIs aggregated to form financial cooperatives and supporting farmer access to the FFS through capacity building.

---

#### C. Key Project Objectives

---

8. The goal of FARMSE is to reduce poverty and increase resilience to natural and economic shocks among the economically active rural poor in Malawi. Availability of savings contributes directly to household ability to cope during crises, and their potential to recover afterwards. The development objective is to boost income, and food and nutrition security among economically active, poor rural households.

---

#### D. Ownership, Harmonization and Alignment

---

9. The Ministry of Finance will be the lead ministry for FARMSE. A steering committee including relevant Ministries and other stakeholders will guide the project and enable direct policy engagement.

10. Most of the few ongoing or planned rural finance donor efforts in Malawi are small components of larger programmes (e.g., USAID, UNDP). GIZ is designing a medium term, relatively substantial inclusive finance sector programme and has expressed interest in supporting/complementing FARMSE pre/post-start up. A recently formed Village Savings and Loan Association steering group could provide planning and implementation input to FARMSE.

11. FARMSE could directly support IFAD's Sustainable Agricultural Production Programme and Programme on Rural Irrigation Development. FARMSE's objectives also align with several NGO/private sector interests (e.g., the National Association of Smallholder Farmers of Malawi, the Malawi Network of Microfinance Institutions, Agricultural Commodities Exchange, Agora/Farmers' World, etc.).

## E. Components and Activities

12. Component One – Enhanced access to formal and informal rural financial services. The outcomes of this component would be: (i) establishing innovative CMBFI models; (ii) scaling-up and doubling the number of CMBFIs; and (iii) systemically linking CMBFIs with the FFS. Efficiently aggregating rural savings through CMBFIs will attract an appropriate and sustainable service offer from the FFS to rural smallholder and MSEs. A project Challenge Fund will support CMBFI growth and innovation. Small grants will be provided to experienced organizations/consortia (e.g., MFIs, Banks, NGOs) to develop business proposals, from which select proposals focused on CMBFI innovation and scalability will be funded. Further rounds of funding to the most successful grantees will promote scaling-up of innovative CMBFI models. Digital cash payments will also be promoted/supported. This component may support or be coordinated with donors with related CMBFI and mobile money interests (e.g., GIZ and UNCDF/UNDP). Groups formed will receive training on nutrition and household methodologies.

13. Component Two – Rural Financial Sector Oversight and Supervision will: (i) explore and potentially develop a simple CMBFI registration/certification facilitating CMBFI, CMBFI member and MSE FFS linkages; (ii) explore and possibly develop rural finance sector policy guidance; and (iii) assess CMBFIs/value chain finance interventions from a regulatory/oversight perspective. Starting point for these actions will be an assessment of existing regulations and bottlenecks experienced therein. The project will extend research and capacity support to the RBM, MOF and other Ministries as appropriate.

14. Component Three - Linking Value Chains to Formal Financial Institutions. This component will support scalable, replicable and sustainable financial service innovations to select value chains with the objective of improving smallholders' income. Non-financial technical support services leveraging enhanced access to financial services will be provided to smallholders as appropriate. Less well-structured value chains will be targeted (e.g. dairy, legumes, potatoes, etc.). Synergies with existing IFAD-funded projects/other agencies are anticipated. The component will have a performance based, tiered fund similar to that of IFAD's RLEEP programme.

## F. Preliminary Environmental and Social category

15. The project's environmental and social category is C. There are no systemic project environmental risks. Some gender risks include for example: women receiving loans subject to a husband's decision making and women with successful enterprise loans adding to daily workloads.

## G. Preliminary Climate Risk Classification

16. Based on anticipated increases to the target population's exposure/vulnerability to climate related risk, the project has a low climate risk classification.

## H. Costs and Financing

17. The preliminary project budget will guide a detailed costing during the full design mission. Initial costs estimates are USD 19.5 million, with IFAD's share at USD \$16.5 million.<sup>39</sup> Malawi is an IFAD performance based allocation system yellow country and will receive 50% of the funding as a grant and 50% at highly concessional loan terms and conditions.

<sup>39</sup> Costs are based on actual IFAD's RUFIP Lesotho VSLA group formation costs.

## Preliminary Project Budget

Component	Budget	Co-Financing
Comp 1: Enhanced access to formal and informal rural financial services.	11 Million	2 Million
Comp 2: Rural Financial Sector Oversight and Supervision	0.8 Million	0.1 Million
Comp 3: Linking Value Chains to Formal Financial Institutions	3 Million	0.5 Million
Project Management	1.7 Million	0.4 Million
<b>Total</b>	<b>16.5 Million</b>	<b>3 Million</b>

## I. Organization and Management

18. Headed by a project co-ordinator, supported by a financial management and procurement team, a project management unit (PMU) will plan and coordinate day to day FARMSE activities. A strong M&E team will be formed to verify grantee performance-based funding results. A knowledge management advisor will document/share programme experiences.

## J. Monitoring and Evaluation Indicators

19. Quantifiable measures include: number of CMBFIs formed, CBMFI members using formal financial services, and formal loans taken by CBMFI/value chain smallholders. Other indicators will be applied as required. RIMs surveys will estimate household food security, improved income and assets.

## K. Risks

Risks description	Risk Rating	Risk Mitigation Measure
1. Insufficient CBMFI development capacity to meet targets.	Medium	Proactive project recruitment of national and international CBMFI development groups.
2. FFS will not expand rural market coverage/rural poor choose not to use FFS.	Medium	Proactive FFS engagement/effective pro-poor products/services development and marketing.
3. Loss of value chain actor(s).	Low	
4. Private sector does not enter into value chain contracts.	Low	Proactive monitoring and engagement.
5. Unexpected GoM/RBM policy affects value chain and/or financial sector.	Low	Proactive, ongoing and expert support of RBM to manage sector development, good economic analysis.
6. Harmful monetary/macroeconomic policy/conditions.	Medium	

## L. Timing

20. Detailed programme design will take place during 2016 and 2017.

## Proposed design schedule

Design preparation	February – September 2016
Detailed design	September – October 2016
Quality Enhancement Review	November 2016
Final design	March 2017
Quality Assurance Review	June 2017
Loan negotiation	July 2017
Presentation to the IFAD Executive Board	September 2017



M. LogFrame FARMSE

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	End-target	Source	Frequency*	Responsibility	
Goal Reduced poverty and enhanced resilience to external shocks among smallholder farmers.	Reduction of prevalence of child malnutrition. No. of households with improved household assets ownership index. No. of households whose climate resilience has been increased.			<ul style="list-style-type: none"> <li>LSMS</li> <li>Project base, mid and end-line surveys</li> <li>MPAT survey</li> <li>Qualitative surveys</li> </ul>		GoM PMU  PMU	
Development Objective  Economically active poor rural households increase income, food and nutrition security).	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fewer rural smallholder household hungry periods.</li> <li>Increased annual smallholder household income.</li> <li>Vol. of expanded/aggregated rural savings liquidity markets, creating an attractive market opportunity for the formal financial services sector.</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Project base and end-line survey</li> <li>MPAT survey</li> <li>RIMS</li> </ul>		PMU PMU PMU	<ul style="list-style-type: none"> <li>The number and capacity of CBMFI development organizations sufficient to meet output goals.</li> <li>Attractive savings/loans market development attracting FFS participation.</li> <li>Attractive/appropriate FFS can be offered to rural smallholders.</li> <li>Appropriate financial interventions can be designed value chains.</li> </ul>
Outcomes							
C1: Improved access to formal and informal finance for the economically active rural poor and their enterprises.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of CMBF groups operational (RIMS 2.3.1).</li> <li>Number of loans smallholder households/MSEs secure from FFS providers. (RIMS 2.3.2).</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Project M&amp;E data</li> <li>Project base and end-line survey</li> <li>MPAT survey</li> <li>RIMS data</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Increased savings and income smooth household income.</li> <li>Greater access to appropriate, affordable and sustainable financial services attracts rural smallholder households.</li> </ul>
C1: Increased formal financial sector participation in rural financial markets.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of rural smallholder served with FFS financial services.</li> <li>Number of FFS institutions engaging rural CMBFIs.</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Project M&amp;E data</li> <li>Project base and end-line survey</li> <li>MPAT survey</li> <li>RIMS data</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Rural savings liquidity is sufficient to attract FFS participation.</li> <li>Rural market development opportunities are competitive with alternative uses of FFS capital.</li> <li>Appropriate regulatory guidance is provided by RBM.</li> </ul>

C3: Sustainable rural value chain finance products improved smallholder income.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of formal financial institutions pursuing value chain finance.</li> <li>• Number of value chain actors accessing rural finance products.</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project M&amp;E data</li> <li>• Project base and end-line survey</li> <li>• RIMS data</li> <li>• VC actor survey</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Scalable and replicable value chain finance models developed.</li> <li>• Increased chain actors financing benefits for target group.</li> </ul>
---	---	--	--	--	--	--	--

## Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Food security for 2.8 million food insecure rural people	Smallholder and land-less rural population	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production system remains vulnerable to shocks (climate and price).</li> <li>• Small scale production with limited access to improved inputs, technology and supporting services.</li> <li>• Low soil fertility.</li> <li>• Scarcity and volatility of water supply.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Foster production systems, through improve technology and organization.</li> <li>• Support rain-fed production under good agricultural practices, with small scale irrigation.</li> <li>• Increase access to supporting services.</li> </ul>
Access to inputs	Rural population	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited access to quality inputs at affordable rate.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Improve extension services, advising on type and source of inputs.</li> <li>• Work with agro-dealers to tailor products and payments to meet target group's needs.</li> <li>• Support appropriate sector regulations.</li> </ul>
Access to output markets for produce	Small producer	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lack of access to markets under remunerative conditions (e.g. clear pricing, quality requirements).</li> <li>• Coordination along the commodity value chains weak.</li> <li>• Absence of pro-active private sector (besides for Tobacco).</li> <li>• Relatively weak degree of organization of farmers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Increase coordination along value chains.</li> <li>• Strengthen producers organizations.</li> <li>• Partner with private sector on in- and output side and oversee that partnership agreements are beneficial for small producers (sustainable).</li> <li>• Support appropriate sector regulations.</li> </ul>
Climate resilient rural road and irrigation infrastructure	Rural population	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Roads and bridges damaged by severe weather events, rendering access to/from rural areas more difficult.</li> <li>• Irrigation schemes damaged by weather events and sedimentation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Investments in and appropriate, cost-efficient maintenance of rural roads/bridge.</li> <li>• Investment in small/medium scale irrigation schemes.</li> <li>• User-based management and maintenance of irrigation schemes.</li> </ul>
Access to secure saving	Rural population	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence of deposit-taking rural MFIs (only 2 of the MFIs take deposits).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Create market incentive for MFIs to establish deposit-taking business line.</li> </ul>
Sustainable extension service	Rural population and SMEs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lack of appropriate service provision for small producers/SMEs, smallholders and other VC actors.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Establish sustainable model of private sector service provision to address aforementioned issue.</li> </ul>

## Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats analysis)

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
<b>Enablers</b>				
Ministry of Agriculture, Irrigation and Water	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Strong presence throughout the country</li> <li>• various in-house experts</li> <li>• Coordinates all interventions in the agricultural sector (overview)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Implementation of FISP requires staff time and limits implementation capacity on the ground; almost 50% of extension staff position vacant, indicating difficulties to deliver services at village level</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: synergies with national and other donor-funded programmes</li> <li>• O: in-house expertise in agriculture, irrigation, etc.</li> <li>• T: slow delivery due to staff capacity and time limitations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ASWAp recently reviewed</li> <li>• Start-up of SAPP under MoAIWD was delayed by almost 3 years</li> </ul>
Ministry of Local Government and Rural Development	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Focuses on rural development beyond agriculture production</li> <li>• Presence at district level</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Low presence at village level</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: Work toward rural-transformation promotion of off-farm opportunities</li> <li>• T: somewhat limited capacity at district affecting implementation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Leading on RLEEP</li> </ul>
Ministry of Finance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fast and sound interaction with IFAD in related issues</li> <li>• Business oriented</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lower presence at decentralised level</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: Focus on economist and fiscal sustainability</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Counterpart recently changed</li> </ul>
Ministry of Industry and Trade	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Focus on Micro, Small and Medium Enterprises</li> <li>• Business focus and hence economic sustainability of interventions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No strong linkage with on-going IFAD projects</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: build synergies with other programmes to create rural employment opportunities</li> <li>• T: broader focus, not only agriculture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Try to engage more during future mission</li> </ul>
Environmental Affairs Department (EAD), Land Resources Conservation Department (LRCD)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Regulations and process in place to protect land and water resources</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lower presence at decentralised level</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: Supports adoption of new ESIA and CC regulation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reviews and approves ESIA's</li> </ul>
Reserve Bank of Malawi (RBM)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National oversight</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Competencies mixed: Capital markets, pensions and micro-finance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• T: overregulation</li> <li>• O: light-touch regulation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Phone talk in scoping mission (need for follow-up meeting)</li> </ul>
WFP Malawi	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Innovative in area of nutrition: School feeding programme</li> <li>• Experience in sourcing large</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Background in emergency which might not promote sustainable solutions for</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: work through demand-pull for certain commodities</li> <li>• O: Collaborate in areas of</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interest expressed to collaborate under Purchase for Progress</li> </ul>

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
	<ul style="list-style-type: none"> <li>demand from smallholders through P4P programme</li> <li>• Strong procurement lens</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>development</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>nutrition-enriching measures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>programme (P4P)</li> </ul>
DCAFS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordinates donor activities in-country and hence knows broad picture</li> <li>• Engages with government on core policy aspects on-behalf of its members (bigger role)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Does not implement but remains coordination and knowledge sharing platform</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: membership meetings build opportunity for knowledge sharing and mutual learning</li> <li>• O: partner in policy engagement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>
Malawi Microfinance Network (MAMN)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apex body for MFIs in Malawi</li> <li>• Supervisory capacity, as delegated from RBM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No sustainable model for deposit-taking MFIs developed/promoted.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: energetic CEO</li> <li>• T: capacity at HQ still to be developed</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>
UNCDF	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Best expertise on Rural Finance in the country (Technical experts)</li> <li>• Pilot projects promoting state-of-the-art approaches (MM4P, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lack of resources</li> <li>• Projects mostly pilot phase and size</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: partner for technical expertise</li> <li>• O: scale up successful pilot project outcomes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>
Reserve Bank of Malawi (RBM)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National oversight</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Competencies mixed: Capital markets, pensions and micro-finance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• T: overregulation.</li> <li>• O: light-touch regulation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Phone talk in scoping mission (need for follow-up meeting)</li> </ul>
Service Providers				
Agricultural Commodity Exchange (ACE)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National outreach through several own warehouses, plus links with other third-party warehouses</li> <li>• MIS for warehouse management, generating data on user (buyer, seller)</li> <li>• Trade-system: matching buyer and seller through various tools (auctions, reversed auctions, forward contracts)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Not yet self-sustainable, but requires donor support</li> <li>• Focus on cereals and legumes (commodities)</li> <li>• Mostly interacting with larger traders (who, however, buy from smallholders and aggregators)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: MIS could generate good ME data</li> <li>• O: forward contracts and reverse auctions could link with contract farming</li> <li>• T: Active with several donor projects, potentially lack of focus on IFAD</li> <li>• O: Business-oriented player</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CEO is open to innovative ideas on promoting price stability</li> <li>• A2F could be improved through ATMs at Warehouses</li> </ul>
Total Land Care (TLC)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Strong presence in Malawi and advocate for conservation agriculture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited outreach</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• T: coordination with government extension services</li> <li>• O: approach to livelihoods and agricultural development</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Currently, TLC is implementing partner in SAPP</li> </ul>
ZOONA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mobile money transfer (With</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No deposit taking, simply</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: familiarises rural</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
	<ul style="list-style-type: none"> <li>marginal fee)</li> <li>• Widely accepted</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>transfer</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>population with mobile money</li> </ul>	
Agora/Farmers World	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 130 Retail stores throughout the country, with logistical background</li> <li>• 80 stores serve as Point of Sales (POS) (agent banking) in collaboration with FMB</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: Had ideas to sign MoU with Opportunity Bank to start tripartite agreement (Farmer – Bank – FW): input-credit based on collateral</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CEO interested in increasing POSs</li> <li>• Manager interested in MoU</li> </ul>
First Merchant Bank (FMB)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• POs with Farmers World in 80 stores</li> <li>• Bank with capacity for cash management (liquidity, account, MIS, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Not yet interested enough in rural market</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: extend POS to additional FW stores</li> <li>• O: pull in for finance of SMEs/ groups</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>
Client Organizations				
MUSCO	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation of community member based financial institutions</li> <li>• Aggregation of groups to SACCOs</li> <li>• Member-based institution with wide outreach to MFIs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: As apex body, could have multiplier effect</li> <li>• T: Despite tasked to supervise SACCOs, moral hazard problem since SACCOs are members</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>
National Smallholder Farmers' Association of Malawi (NASFAM)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Member based (strong outreach)</li> <li>• First experience in value addition, branding and marketing</li> <li>• Private-sector branch: NasCom – buying/selling crops from members</li> <li>• Own warehouses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mainly donor-dependent (not yet self-sustainable)</li> <li>• Potentially active in too many donor projects</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• O: Wide out-reach</li> <li>• O: experience in value addition at local level</li> <li>• T: unclear how much capacity for implementation (strong in project acquisition)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>

Specific experience in terms of outreach to poorer rural people should be noted.

### Key file 3: Complementary donor initiatives/partnership potential

Donor/Agency	Nature Of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
SO1 – Resilience to natural shocks				
World Bank	<ul style="list-style-type: none"> <li>Malawi Social Action Fund (MASAF IV)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>US\$75 Million mainly focusing on social safety nets, but also on agriculture and food security activities. National coverage</li> </ul>	2015-2018	Complements IFAD activities and strengthens social inclusion through safety net approach
World Bank	<ul style="list-style-type: none"> <li>Shire River Basin Management Project</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>US\$136 Million project to generate sustainable social, economic and environmental benefits by collaborative planning, developing and managing natural resources in the Shire valley</li> </ul>	2012-2018	Policy dialogue with government in supporting refinement of catchment management policies and guidelines based on experiences in Shire River basin and on IFAD PRIDE and GEF-IAP experiences. Complements IFAD's district and community level approaches with national level activities. Lays ground for next Phase (Shire Valley development project, which could be an option for co-financing)
CGIAR Institutes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Support multiplication of legume seeds and new rice variety for Malawi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sponsored by USAID</li> </ul>	On-going	Support to irrigation projects to access high quality inputs
Illovo Sugar (private sector)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Out-grower schemes for sugar cane</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>2,600 ha of out-grower under rainfed and irrigated cultivation in Dwangwa</li> </ul>	On-going	Private sector led out-grower scheme with provision of input, finance and TA. Potential synergies and learning for production technologies and climate resilience
African Development Bank (AfDB)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Malawi Irrigation Development Project</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Develop 2,000 ha of land around the Likhubula River, benefitting 7,000 farm families (US\$15 Million)</li> </ul>	2015-2018	Synergies for implementation work and policy discussions regarding small-scale irrigation issues
AfDB	<ul style="list-style-type: none"> <li>Irrigation and Road project</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>GAFSP and Africa Development Fund funds will finance Smallholder Irrigation and Value Addition Project (SIVAP), reaching 11.400 farm families. In addition rehabilitation of roads between Mzuzu and Nkhata Bay will improve market access. Total US\$73 Million</li> </ul>	2014-2019(?)	Synergies in area of irrigation development and value addition. Coordination in terms of infrastructure development. Partnership in areas of policy engagement

Donor/Agency	Nature Of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
SO2 – Access to remunerative markets				
GIZ	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Micro Finance project</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National/ multiple districts</li> </ul>	Inception (2016-2022)	Could complement formalization linkages between CMBFIs and formal finance sector
World Bank	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Financial Sector Technical Assistance Project (F-STAP)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• US\$28 Million project aiming to increase access to finance for the currently unbanked, but bankable, population of Malawi</li> </ul>	2011-2017	Rural Finance Sector transformation/ macro-economic context and synergies with FARMSE programme
UNDP	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Malawi Enterprise Challenge Fund</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National</li> </ul>	On-going	While mostly aiming at 50:50 match-funding and potentially partnerships with bigger private sector companies, there might be potential to bring collaboration in areas of liquidity, mobile network extension (infrastructure), and agency banking
WFP	<ul style="list-style-type: none"> <li>• P4P</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National</li> </ul>	On-going (after 1 <sup>st</sup> phase pilot was very successful)	Working with ACE/warehouse receipt system to source crops locally. VC entry point (secured off-take; forward contracts)
USAID	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AIMS (Agribusiness Investment for Market Stimulation)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Malawi, Kenya and Tanzania: Expand trade of certain commodities through access to finance</li> </ul>	On-going	US\$50 Million for grant facility that reduces collateral requirements for SMEs Nobel Moyo: <a href="mailto:nmoyo@globalcommunities.org">nmoyo@globalcommunities.org</a> (contact in MWI) In addition: Unsaid has experience with Village Savings and Loan Associations in their livelihood support programmes
USAID	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Feed the Future programme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 8 focus districts (Centre &amp; Blantyre)</li> </ul>		Programme fosters inclusive and sustainable growth in Malawi's agricultural sector and improves the nutritional status of women and children under five; and promotes VC activities
DFID/ MOST	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Malawi Oil Seed Transformation project</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• The Malawi Oilseed Sector Transformation (MOST) programme is a four-year market systems initiative, which aims to increase the incomes of 60,000 poor women and</li> </ul>	On-going	Piloting contract farming arrangements in oil seed sector, collaboration with ACE Interesting approach to kick-start SMEs through assistance in developing/tuning



Donor/Agency	Nature Of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
		men working in Malawi's cotton, groundnut, soybean and sunflower markets		business plans Implemented by Adam Smith International for DFID Strategic partnership for all oil-seed related issues and conceptually for market-system approaches
GIZ/ MIERA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Value Chain Development project in Oilseeds, tourism and sustainable brick production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Japanese support Capacity Development for villages to achieve</li> </ul>		Cooperation under German-IFAD strategic partnership. Collaboration in areas of extension service innovation and training of extension staff. VC development experience knowledge sharing
EuropeAid	<ul style="list-style-type: none"> <li>Farm Income Diversification Programme II (FIDP II)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Grant mechanism to finance projects for VC development and production diversification. FIDP Phase II operates in 12 districts. In phase II it expands to more Extension Planning Areas (EPAs) within districts</li> </ul>	2009-2015	Learning on other VC grant mechanism to compare with RLEEP ACF and foreseen grant in FARMSE project Learning on roll-out to all EPAs within specific districts. Complements Scaling-up activities
JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Institutional Support to One Village One Product programme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Implemented through the Ministry of Industries and Trade, this programme is a continuation from the 2003 Initiative to promote rural enterprise through capacity building, as well as support through improving access to finance</li> </ul>	2014-2019	Links thematically to aspects of rural SME development and access to rural finance
Malawi Agriculture Partnership (MAP) Programme II	<ul style="list-style-type: none"> <li>Second phase of partnership programme with private sector for commercialization and improved access to inputs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Implemented by the African Corporate Citizenship Institute (ACCI) and financed by Norway, this national project aims at reaching 105,000 HHs to reduce poverty and improve nutrition, partly following a VCD approach</li> </ul>	2014-2019	Potential synergies in private sector partnership and value chain development Coordination for intervention areas
Policy engagement DCAF	<ul style="list-style-type: none"> <li>National level risk management policy formulation and implementation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assistance to Agricultural Risk Management Strategy and Disaster Recovery Framework in collaboration with Africa Risk Capacity. Main activities weather insurance &amp; small-scale irrigation to bridge dry-spells</li> </ul>	On-going	Feed lessons from smallholder operated irrigation schemes (water user associations) and catchment approaches under GEF-funded IAP into policy formulation process

Donor/Agency	Nature Of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
OXFAM	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultation to Land Bill</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme to secure government commitment to address land related challenges, conducting participatory consultations and present findings to GoM (ca. 6,000 people benefiting)</li> </ul>		Complement IFAD activities in area of land/NRM policy engagement
FAO	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sector-projects with policy focus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• FAO, through its core budget and other UN funds, implements programmes in the following areas (i) sustainable livelihoods; (ii) nutrition; (iii) agribusiness and aquaculture; (iv) emergency and rehabilitation interventions</li> </ul>	On-going	Potential to collaborate in policy engagement and compare findings

## Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty Levels And Causes	Coping Actions	Priority Needs	RB-COSOP Response
Economically Active Rural Poor	Food secure households, slightly above subsistence level (able to make small savings and minimal investments)	Use savings in periods of hardship	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reliable savings schemes</li> <li>• Access to credit</li> <li>• Technical assistance (business &amp; production, marketing)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Good agricultural practices</li> <li>• Irrigation and soil- and water conservation</li> <li>• Value chain development</li> <li>• Rural finance mechanisms</li> <li>• Mainstream nutrition</li> </ul>
Emerging farmers	Poor food insecure households with potential to re-invest small amounts annually and slowly to grow their asset-base	Curbing next season investments to cope with present crises	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Access to credit</li> <li>• Access to input</li> <li>• Technical assistance (business &amp; production, marketing)</li> <li>• Insurance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Good agricultural practices</li> <li>• Irrigation and soil- and water conservation</li> <li>• Value chain development</li> <li>• Access to value chains</li> <li>• Access to rural finance</li> <li>• Food and nutrition support</li> <li>• Training in farming and commercialization</li> </ul>
Women	70% of farmers are women , but only 10 % of women have control over credit use. Women have lower literacy rates that men Women take 80% of domestic tasks including fuelwood collection. They are less active in salary based work than men Both patri- and matrilineal systems exist with different effects on access to land	Strong dependence on husband Engage in small livestock rearing and gardening	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Access to skills training</li> <li>• Access to finance</li> <li>• Access to producer groups</li> <li>• Nutrition training</li> <li>• Access to markets</li> <li>• Secure access to land and assets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Household approach to help developing a development path</li> <li>• Food and nutrition support</li> <li>• Skills training</li> <li>• Off-farm opportunities</li> <li>• Food and nutrition support</li> <li>• Land tenure support</li> <li>• Graduation approach</li> </ul>
FHH	FHH earn 60% of a male headed household (MHH). Poverty incidence is 60% in FHH. 25% of total HH in Malawi are female headed. They tend to have fewer HH members and higher rates of illiteracy. Higher reliance on	Engage in small livestock rearing and gardening	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Access to skills training</li> <li>• Access to financial services</li> <li>• Access to producer groups</li> <li>• Nutrition training</li> <li>• Access to markets</li> <li>• Secure access to land and assets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Household approach to help developing a development path</li> <li>• Skills training</li> <li>• Food and nutrition support</li> <li>• Land tenure support</li> <li>• Graduation approach</li> </ul>

Typology	Poverty Levels And Causes	Coping Actions	Priority Needs	RB-COSOP Response
	agriculture and less on non-farm work, than MHH			
Youth	Unemployment Low skills levels Low literacy levels	none	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aspire to non-farm work</li> <li>• Access to training</li> <li>• Access to financial services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Employment promotion in agro-processing and services</li> </ul>
SMEs	Owner of small on- and off-farm business. Slowly growing their asset base, but vulnerable to shocks	Mixed livelihood strategies (business and farming)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Access to formal credit</li> <li>• Access to input</li> <li>• Technical assistance (business &amp; production, marketing)</li> <li>• Insurance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Good agricultural practices (post production)</li> <li>• Value chain development</li> <li>• Rural finance mechanisms</li> </ul>
Very poor	Food deficit households, often affected by poor health; a small asset-base and uncertain access to limited land resources; generally engaged in casual labour	Small-scale production (net-buyer) Casual workers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cover basic needs (nutrition &amp; health)</li> <li>• Improve productivity and nutritional value of homesteads</li> <li>• Improve agriculture production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Access to asset /cash transfer through graduation approach</li> <li>• Training on GAPs</li> <li>• Access to irrigation and soil- and water conservation</li> <li>• Fuel efficient cooking stoves</li> <li>• Food and nutrition support</li> <li>•</li> </ul>